

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1511

26 mai 2016

SOMMAIRE

1492i Investments & Co S.C.A.	72485	Fidelio 2	72487
9900 Finance Lux Branch	72484	Fondation Pauline de Faillonnet	72488
9900 Finance Lux Co S.à.r.l.	72485	HERIP Master I S.à r.l.	72502
Aforcomlux SA	72491	H.I.P.E. S.à r.l. (Holographic International Productions Entertainment)	72528
Agency S.A.	72485	Hosco S.A.	72490
Andreas Management Services S.à r.l.	72486	Immo.Pacha S.à.r.l.	72519
Argos Investment Fund	72486	International Railroad Holding S.à r.l.	72491
Atlantico Investment Corporation S.à r.l.	72487	Intertrust Topholding (Luxembourg) S.à r.l.	72490
Auryn	72487	Invesco Munich Hotel Investment S.à r.l.	72490
Batiau S.à r.l.	72493	KPI Retail Property 24 S.à r.l.	72489
Batiau S.à r.l.	72492	Lamandier Investments S.A.	72491
Bati Expansion	72493	PBD Investissements	72528
Bâti-rêve S.à r.l.	72486	Thea Invest S.A.	72483
Belle Isle Investissements S.A., société de ges- tion de patrimoine familial S.A., SPF	72493	Universal WM Solutions S.à r.l.	72483
Bowline S.à r.l.	72488	Uno Holdings S.à r.l.	72483
City Investments S.A.	72492	Vakrally S.à r.l.	72483
Compact Music, S.à r.l.	72489	Vanbreda & Lang S.A.	72482
CRH Canada Finance Luxembourg Sàrl	72494	Vesalius Biocapital I S.A. SICAR	72484
Elderflower Infrastructure VIII S.à r.l.	72525	Viper Holdings S.à r.l.	72484
Elderflower Infrastructure VII S.à r.l.	72523	Winnebago Holdings S.à r.l.	72484
E-TPA S.à r.l.	72516	WPP Luxembourg Holdings Eight S.à r.l. ...	72482
European Real Estate Senior Debt 3 S.à r.l.	72489	WPP Luxembourg Holdings Two S.à r.l.	72482
Fernbach Financial Software S.A.	72522	WPP Union Square S.à r.l.	72482

WPP Luxembourg Holdings Eight S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 141.425,00.**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 112.018.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 mars 2016.

Référence de publication: 2016078242/10.

(160043056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

WPP Luxembourg Holdings Two S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 610.810,85.**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 99.124.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 mars 2016.

Référence de publication: 2016078250/10.

(160043442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

WPP Union Square S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 32.196,20.**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 123.911.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 mars 2016.

Référence de publication: 2016078253/10.

(160043465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Vanbreda & Lang S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3364 Leudelange, 2-4, rue du Château d'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 34.547.

Extrait de l'assemblée du 6 mars 2015

L'assemblée décide de renouveler les mandats des administrateurs suivants jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2018:

- Pedro Matthyssens, Président du conseil d'administration, demeurant à B-2520 Ranst, 6 Haegenbroekseweg, Belgique
- Raymond Lang, demeurant à L-1870 Luxembourg, 199 Kohlenberg
- Pascal Joosten, demeurant à B-3960 Bree, 27A Kipdorpstraat, Belgique

Extrait de l'assemblée du 4 mars 2016

L'assemblée décide de nommer à partir de ce jour comme nouveau administrateur Monsieur Koen AUSLOOS, avec domicile à Volmolenheide 22, 2400 Mol (Belgique) jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'année 2018.

Est nommé commissaire, en remplacement de BDO Tax & Accounting, la société anonyme AUDIEX S.A., inscrite au RCS sous le n° B 65 469, ayant son siège social au 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée devant approuver les comptes au 31 décembre 2017.

Pedro Matthyssens

Président / Administrateur

Référence de publication: 2016082388/21.

(160048563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

Thea Invest S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 148.534.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 10 mars 2016, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, 6^{ème} chambre, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société THEA INVEST SA, dont le siège social à L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal, a été dénoncé en date du 29 mars 2011 et a mis les frais à charge du Trésor.

Pour extrait conforme

Le liquidateur

Référence de publication: 2016081663/13.

(160047654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

Universal WM Solutions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 161.001.

—
EXTRAIT

La société UNIVERSAL WM SOLUTIONS S.à r.l a pris acte du changement d'adresse de l'associée unique VERTEX HOLDING LTD, numéro d'immatriculation N° 92395, ayant désormais son siège social à Suite 508, Marina Towers, Newtown Barracks Road, Belize City, Belize

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2016081673/13.

(160047542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

Uno Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 8, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 163.449.

L'adresse de Monsieur Ryan Prince, gérant de la société susmentionnée, né le 31 janvier 1977 à Toronto (Canada), est désormais la suivante: 1st Floor, 7a Howick Place, London, SW1P 1DZ, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016081674/13.

(160047609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

Vakrally S.à r.l., Société Anonyme Soparfi.

Capital social: EUR 26.042.028,57.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 15, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 35.849.

—
EXTRAIT

Il résulte du contrat de cession de parts sociales du 16 mars 2016, que Monsieur Frédéric GASTALDO-NIGRA a cédé la part sociale ordinaire qu'il détenait dans la Société à:

- F.G. Investissements, société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 15, rue des Bains, L-1212 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B173887.

Luxembourg, le 17 mars 2016.

Pour VAKRALY S.A.R.L.

Référence de publication: 2016081687/15.

(160047581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

Vesalius Biocapital I S.A. SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1445 Strassen, 1B, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 132.300.

—
Extrait de l'Assemblée Générale Annuelle du 15 mars 2016

L'Assemblée décide de renouveler le mandat de Réviseur d'entreprises agréé de la société ERNST & YOUNG, ayant son siège social au L-5365 Munsbach, 7, rue Gabriel Lippmann, et inscrite au Registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 47771.

Le mandat du Réviseur d'entreprises agréé ainsi renouvelé viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en l'année 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS FAS

Référence de publication: 2016081681/16.

(160047843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

Viper Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 8, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 163.447.

—
L'adresse de Monsieur Ryan Prince, gérant de la société susmentionnée, né le 31 janvier 1977 à Toronto (Canada), est désormais la suivante: 1st Floor, 7a Howick Place, London, SW1P 1DZ, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016081684/13.

(160047608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

Winnebago Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 1.010.000,00.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 8, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 167.395.

—
L'adresse de Monsieur Ryan Prince, gérant de la société susmentionnée, né le 31 janvier 1977 à Toronto (Canada), est désormais la suivante: 1st Floor, 7a Howick Place, London, SW1P 1DZ, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016081701/13.

(160047607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

9900 Finance Lux Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 167.212.

—
Il résulte d'une décision du conseil de gérance tenu en date du 11 mars 2016 que:

Madame Esbelta DE FREITAS, avocat à la Cour, née le 30 août 1969 à Villerupt (F), a changé de résidence professionnelle, avec effet au 1^{er} février 2016, résidant dorénavant au L-1118 Luxembourg, 21, rue Aldringen.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 2016.

Signature.

Référence de publication: 2016081715/12.

(160047924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

1492i Investments & Co S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 164.398.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de l'assemblée générale des actionnaires de la Société en date du 8 février 2016 que les mandats des membres du conseil de surveillance ont été renouvelés jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires statuant sur les comptes annuels au 31.12.2016 qui se tiendra en 2017:

- Jaime NAVARRO ESTEVA, ayant son adresse professionnelle au 96, C/ Josep Umbert, E-08402 Granollers (Barcelone), Espagne;

- Gerardo ROCA PUJOL, ayant son adresse professionnelle au 5, Plaza de la Corona, E-08401 Granollers (Barcelone), Espagne.

Il résulte également que Monsieur Nicolás López Correa né le 7 mars 1980 à Medellín (Colombie) et résident au Calle 5G No. 32 - 103 Apto 903, Edificio Loft 5G, Medellín, (Colombie) a été nommé membre du conseil de surveillance avec effet au 1^{er} janvier 2016 et ce jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2016 qui se tiendra en 2017, en remplacement de Monsieur Dimitri Peignoïs, démissionnaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mars 2016.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2016081714/23.

(160048058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

9900 Finance Lux Co S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 8.027.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 167.302.

Il résulte d'une décision du conseil de gérance tenu en date du 11 mars 2016 que;

Madame Esbelta DE FREITAS, avocat à la Cour, née le 30 août 1969 à Villerupt (F), a changé de résidence professionnelle, avec effet au 1^{er} février 2016, résidant dorénavant au L-1118 Luxembourg, 21, rue Aldringen.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 2016.

Signature.

Référence de publication: 2016081716/13.

(160047925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

Agency S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 300.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 36.682.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 19 février 2016

L'Assemblée Générale accepte la démission de Monsieur Jean LAMBERT, administrateur avec effet au 31 décembre 2015.

L'Assemblée Générale décide de nommer un nouvel administrateur au lieu et place de l'administrateur sortant, à savoir:

Monsieur Nicolas SCHREURS, né le 3 décembre 1970 à Knokke (Belgique), demeurant professionnellement au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, au poste d'Administrateur avec au 1^{er} janvier 2016.

Son mandat d'Administrateur expirera lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'année 2017.

Extrait sincère et conforme

AGENEY S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2016081774/18.

(160048297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

Andreas Management Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-7619 Larochette, 10-12, rue de Medernach.

R.C.S. Luxembourg B 179.712.

—
EXTRAIT

Il résulte des contrats de transferts de parts sociales signés en date du 15 mars 2016 que les parts sociales de la société de EUR 1,- chacune, seront désormais réparties comme suit:

Désignation de l'Associé	Nombre de parts
GREAT SKY GROUP HOLDINGS LIMITED	12.500
Total	12.500

Luxembourg, le 21 mars 2016.

Référence de publication: 2016081782/16.

(160048947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

Argos Investment Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 86.102.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'actionnaire unique a approuvé en date du 15 mars 2016 la clôture de la liquidation de la Société d'investissement à capital variable «ARGOS INVESTMENT FUND» ayant son siège social au 20, Boulevard Emmanuel Servais, à L-2535 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, alors notaire de résidence à Sanem, en date du 25 février 2002, publié au Mémorial C numéro 432 du 18 mars 2002.

La Société a été mise en liquidation suivant acte reçu par le notaire Maître Henri Hellinckx, en date du 17 décembre 2015, publication au Mémorial C non disponible à ce jour.

Les livres et documents sociaux de la Société resteront déposés pendant la durée de cinq ans à l'ancien siège social de la Société au 20, boulevard Emmanuel Servais, à L-2535 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016081784/17.

(160048519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

Bâti-rêve S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4392 Pontpierre, 8, rue d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 181.677.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 25 février 2016

Résolution n° 1

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide de transférer le siège social de la société de son adresse actuelle à L-4390 Pontpierre, 1, rue de Schifflange vers L-4392 Pontpierre, 8, rue d'Esch.

Résolution n° 2

L'Assemblée Générale Extraordinaire constate le changement d'adresse de résidence du gérant-associé, Monsieur Ziya BAYINDIR, actuellement en fonction, qui est dorénavant à F-57290 Fameck, 4A, rue du Maize.

Résolution n° 3

L'Assemblée Générale Extraordinaire constate le changement d'adresse de résidence du gérant-associé, Monsieur Adem TORUN, actuellement en fonction, qui est dorénavant à F-57270 Uckange, 7, lotissement Le Nid.

Esch-sur-Alzette, le 25 février 2016.

Pour extrait sincère et conforme à l'original

Fiduciaire C.G.S.

Signature

Référence de publication: 2016081795/21.

(160048449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

Atlantico Investment Corporation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 158.699.

Par résolutions prises en date du 20 juillet 2015, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission de Tiago Alberto Frois Simaria Da Silva, avec adresse professionnelle au 60-62, Rua Manuel Almeida Vasconcelos, Luanda, Angola, de son mandat de gérant A, avec effet immédiat;
2. Acceptation de la démission d'Antonio João Assis de Almeida, avec adresse professionnelle au 62, Rua Manuel Almeida & Vasconcelos, Luanda, Angola, de son mandat de gérant A, avec effet immédiat;
3. Acceptation de la démission de José Pedro Carvalho Reis Soeiro, avec adresse professionnelle au 60-62, Rua Manuel Almeida Vasconcelos, Luanda, Angola, de son mandat de gérant A, avec effet immédiat;
4. Acceptation de la démission d'Antonio Carlos de Oliveira, avec adresse professionnelle au 60, Rua Manuel Almeida & Vasconcelos, Luanda, Angola, de son mandat de gérant A, avec effet immédiat;
5. Acceptation de la démission de João De Ayala Botto Mariz Fernandes, avec adresse professionnelle au 62, Rua Manuel Almeida & Vasconcelos, Luanda, Angola, de son mandat de gérant A, avec effet immédiat;
6. Nomination de Manuel Eduardo Carneiro de Brito de Queiroz Aguiar, avec adresse professionnelle au 60-62, Rua Manuel Almeida Vasconcelos, Luanda, Angola, au mandat de gérant A, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 2016.

Référence de publication: 2016081790/23.

(160048425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

Auryn, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 175.582.

Extrait des Résolutions Circulaires du Conseil d'Administration adoptées en date du 18 mars 2016

1. Le Conseil d'Administration a pris acte de la démission de Madame Martine Vermeersch de sa fonction d'administrateur avec effet au 31 décembre 2015.
2. Le Conseil d'Administration a décidé de coopter Monsieur Luis Gomez Gonzalez né le 16 août 1979 à Madrid (Espagne), avec adresse professionnelle au 7A rue Robert Stümper, L-2557 à Luxembourg en tant que nouvel administrateur pour un terme prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 2016.

Pour AURYN

ANDBANK ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG

Agent Domiciliataire

Référence de publication: 2016081794/18.

(160048460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

Fidelio 2, Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, Avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 195.945.

EXTRAIT

Par résolutions prises en date du 20 octobre 2015, le conseil de gérance de Fidelio 2 S.A. a transféré le siège social de la société au 2-8, rue Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, avec effet au 20 octobre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 18 mars 2016.

Référence de publication: 2016081959/13.

(160048250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

Fondation Pauline de Faillonnet, Fondation.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 21, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg G 96.

Bilan au 31 décembre 2015

ACTIF		PASSIF	
Immeubles	2 506 455,51	Fonds social	12 273 919,35
Prêt à AGEDOC ASBL	5 543 363,05	Subventions d'investissements	1 543 448,85
Valeurs mobilières	19 972 638,59	Dettes diverses	15 046 009,51
Disponible	2 089 856,80	Dettes financières	850 341,42
		Excédent	398 594,82
	<u>30 112 313,95</u>		<u>30 112 313,95</u>

Compte de résultat 2015

CHARGES		PRODUITS	
Frais administratifs	27,00	Loyer immobilier	98 084,64
Frais sur titres	125 992,72	Loyer mobilier	47 700,00
Frais bancaires	21,60	Gains de change	20 485,64
Frais sur logement	25 527,54	PV sur cession valeurs mobilières	321 365,82
Intérêts débiteurs	2 076,90	Intérêts créditeurs	4 014,10
Pertes de change	1 863,47	Revenus sur valeurs mobilières	177 333,25
MV sur cession valeurs mobilières	48 815,65	CV sur subventions	35 078,38
CV sur immeubles	56 950,24	Reprise CV sur valeurs mobilières	139 277,91
CV sur valeurs mobilières	185 969,80	Libéralités reçues	2 500,00
Excédent	<u>398 594,82</u>		
	845 839,74		<u>845 839,74</u>

Budget 2016

CHARGES		PRODUITS	
Charges	150 000,00	Loyer	147 000,00
CV	200 000,00	Revenus financiers	453 000,00
Excédent	<u>250 000,00</u>		
	600 000,00		<u>600 000,00</u>

Conseil d'Administration:

Madame Danièle FALTZ, Supérieure Provinciale des Soeurs de la Doctrine Chrétienne, Luxembourg, Présidente

Madame Philomène HOFFMANN, Administrateur AGEDOC ASBL, Luxembourg

Monsieur Robert BIEVER, docteur en droit, Luxembourg

Madame Elisabeth BLANCHE, Econome Provinciale des Soeurs de la Doctrine Chrétienne, Luxembourg

Référence de publication: 2016081967/39.

(160048854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

Bowline S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 198.219.

Concerning the company Bowline S.a rl (hereinafter the "Company"), registered at the trade register of Luxembourg with the number B-198219, registered office at 412F, route d'Esch, L- 1471 Luxembourg, the seat of the company was terminated with effect of 23 February 2016 and the domiciliation agreement between the Company and SGG S.A. was also terminated with effect of 23 February 2016.

Concernant la société Bowline S.à rl (ci-après la «Société»), n° de Registre de Commerce Luxembourg B-198219, avec siège social au 412F, Route d'Esch, L-1471 Luxembourg, le siège de la Société a été dénoncé avec effet au 23 février 2016 et la convention de domiciliation conclue entre la Société et SGG S.A. a également été dénoncée avec effet au 23 février 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016081833/15.

(160048472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

Compact Music, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social:

R.C.S. Luxembourg B 28.122.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 26 novembre 2015, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes par liquidation les opérations de liquidation de la société à responsabilité limitée

- COMPACT MUSIC GMBH Sàrl, ayant eu son siège social à L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon I^{er}, de fait inconnue à cette adresse

et mis les frais à charge de la masse.

Pour extrait conforme

Me Arnaldina FERREIRA DA SILVA

Le liquidateur

Référence de publication: 2016081892/18.

(160049038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

European Real Estate Senior Debt 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue John F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 197.338.

—
EXTRAIT

1) Il résulte d'une décision prise par l'actionnaire unique de la Société en date du 11 mars 2016 que:

- Monsieur Kevin Hughes, née le 28 septembre 1981 en Belfast, demeurant au 13, Maximinstrasse, D-54292, Trier, Allemande, a été nommée aux fonctions de gérant de la Société, à compter du 11 mars 2016 pour une période indéterminée.

2) Le conseil de Gérance de la Société est dorénavant composé par:

- Alexandra Fantuz, gérant

- Rolf Caspers, gérant

- Peter Dickinson, gérant

- Kevin Hughes, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mars 2016.

Pour extrait sincère et conforme

Sanne Group (Luxembourg) SA

Référence de publication: 2016081936/21.

(160048836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

KPI Retail Property 24 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 114.514.

—
Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés en date du 14 mars 2016:

- Acceptation de la démission, avec effet au 31 décembre 2015, de Monsieur Jean LAMBERT, gérant B de la société.

- Acceptation de la nomination avec effet au 14 mars 2016 de la société Regere Mgt. Services S.A., dont le siège social est situé au 19, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 125133, nouveau gérant B de la société pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le Mandataire

Référence de publication: 2016082101/15.

(160048410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

Invesco Munich Hotel Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.480.977,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 151.590.

En date du 17 mars 2016, l'associé unique de la société, INVESCO EUROPEAN HOTEL REAL ESTATE V S.à r.l., a décidé comme suit:

1/ De prendre acte et d'accepter la démission avec effet au 17 mars 2016 des gérants suivants:

- Madame Marion Geniaux,
- Madame Simone Schmitz,
- Monsieur Marc Socker.

2/ De nommer Monsieur Jean-Paul Vaeyens, né le 25 août 1954 à Ninove, Belgique, ayant son adresse au Anderenbroek 54, 9450 Haaltert, Belgique, en tant que Gérant de la société, avec effet au 18 mars 2016 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 2016.

Référence de publication: 2016082046/18.

(160048470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

Intertrust Topholding (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.135.487,30.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 173.039.

Extrait du contrat d'apport de parts de la Société daté du 17 mars 2016

En vertu du contrat d'apport de parts, daté du 17 mars 2016, Intertrust N.V., a transféré la totalité de ses parts détenues dans la Société de la manière suivante:

- 113,548,730 parts sociales d'une valeur d'EUR 0,01 chacune, à la société Intertrust Group B.V., une Besloten vennootschap, existant sous le droit néerlandais, avec siège social à Prins Bernhardplein 200, 1097JB Amsterdam, Pays-bas, et enregistrée au Kamer van Koophandel sous le numéro 56528582.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 2016.

Un mandataire

Référence de publication: 2016082045/17.

(160048175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

Hosco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 132.907.

Par décision de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 16 mars 2016, Maxime TANNOURI, domicilié professionnellement au 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a été nommé administrateur en remplacement de Tanja BERNAT, démissionnaire, avec date effective au 29 février 2016.

Le mandat de l'administrateur nouvellement élu s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016.

Par cette même assemblée, les mandats des administrateurs Pii KETVEL et Magali MICHELETTI, ainsi que celui du commissaire aux comptes AUDIT TRUST S.A., société anonyme, ont été renouvelés jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016.

Luxembourg.

Pour: HOSCO S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2016082036/19.

(160048353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

Lamandier Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 161.819.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société tenue de manière extraordinaire le 18 mars 2016 à 12 heures au 370 route de Longwy, L-1940 Luxembourg

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de révoquer Monsieur Dominique Fontaine de son poste d'administrateur de la Société avec effet immédiat.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide de nommer Monsieur Didier McGaw, avec adresse professionnelle à L-1940 Luxembourg, 370 route de Longwy, en qualité d'administrateur unique de la Société, avec effet immédiat.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale décide de révoquer avec effet immédiat le commissaire actuel de la Société, la société STRATEGO INTERNATIONAL, société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 370, route de Longwy, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 45.163.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale décide de nommer commissaire, la société à responsabilité CERTIFICA Luxembourg S à R.L., société à responsabilité limitée inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B 86.770, avec siège social au 1, Rue des Glacis, L-1628 LUXEMBOURG avec effet immédiat.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Pour extrait sincère et conforme

L'Administrateur unique

Référence de publication: 2016082134/29.

(160048242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

International Railroad Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 186.709.

—
Der neue Teilhaber von 100 Anteilen der Gesellschaft ist die International IP Entreprises S. à r.l., L-2146 Luxembourg, 63-65, Rue de Merl, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxembourg unter der Nummer B 188.223. Luxembourg, den 21. März 2016.

Référence de publication: 2016082837/10.

(160049369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2016.

Aforcomlux SA, Société Anonyme.

Siège social: L-5752 Frisange, 8C, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 154.607.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 21 Décembre 2015 que:

- l'assemblée prend note du fait que le commissaire aux comptes actuel a changé sa dénomination de Euro-Green S.à r.l. en Setac S.à r.l.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2016081773/12.

(160048749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

City Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 98, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 202.970.

Extrait des Résolutions de l'actionnaire unique prises en date du 10 février 2016 à Luxembourg

Il résulte des résolutions de l'actionnaire unique de la Société prises en date du 10 février 2016 que:

- Monsieur Claude Schmitz et Monsieur Pierre Lentz, ont démissionné de leur fonction d'administrateurs de catégorie B de la Société, avec effet immédiat.

- La société Audiex S.A. a démissionné de ses fonctions de commissaire aux comptes de la Société, avec effet immédiat.

- Madame Bénédicte Mayolle, née le 29.12.1959 à Nogen-Sur-Seine (France), demeurant 3 rue du Colombier, F-78490 Mère (France) a été nommée administrateur de catégorie A de la Société avec effet immédiat, et jusqu'à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes au 31.12.2020.

- Madame Bouchra Akhertous, née le 08.10.1974 à Mont Saint-Martin, ayant son adresse professionnelle 98 rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, a été nommée administrateur de catégorie B de la Société avec effet immédiat, et jusqu'à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes au 31.12.2020.

- Monsieur Fernando Sousa, né le 26.11.1978 à Luxembourg, ayant son adresse professionnelle 98 rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, a été nommé administrateur de catégorie B de la Société avec effet immédiat, et jusqu'à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes au 31.12.2020.

- La société S-Gestion S.à r.l, société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider, inscrite auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B. 162813; a été nommée de commissaire aux comptes de la Société, avec effet immédiat, et jusqu'à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes au 31.12.2020

- Le siège social de la société a été transféré au 98 rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2016.

Bouchra AKHERTOUS.

Référence de publication: 2016081885/28.

(160048469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

Batiau S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5942 Itzig, 1, rue Désiré Zahren.

R.C.S. Luxembourg B 135.977.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 mars 2016

L'Associé unique de la société BATIAU S.à.r.l. en date du 18 mars, a décidé de prendre les résolutions suivantes:

L'associé unique décide d'accepter la démission de:

- Monsieur Peter WEBER, Commerçant, né le 9 avril 1951 à Trèves (Allemagne), demeurant professionnellement à L-5942 Itzig, 1, rue Désiré Zahren

- Monsieur Manfred MÜLLER, Diplômé en Gestion, né le 2 juillet 1951 à Saarbrücken (Allemagne), demeurant professionnellement à L-5942 Itzig, 1, rue Désiré Zahren
de son mandat de gérant avec effet immédiat.

Par conséquent, l'associé unique décide de nommer pour une durée indéterminée:

- Monsieur Marc FELTES, gérant de sociétés, né le 27 juillet 1974 à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), demeurant à L-2551 Luxembourg, 23, rue Charlemagne,

- Monsieur Joachim LEGROSCOLLARD, ingénieur, né le 22 décembre 1975 à Liège (Belgique), demeurant à B-6600 Bastogne, 3, rue des Arbalétriers,

- Madame Nadine FELTES, épouse THEIS, gérante de sociétés, née à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 2 juillet 1966, demeurant à B-6781 Sélange, 29, rue du Kirchberg,
au poste de gérants de la société.

La Société est valablement engagée en toutes circonstances et sans restrictions par la signature conjointe des trois gérants.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 18 mars 2016.

Référence de publication: 2016081817/26.

(160048350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

Batiau S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5942 Itzig, 1, rue Désiré Zahren.
R.C.S. Luxembourg B 135.977.

Constatation de cession de parts sociales

Suite à une convention de cession de parts sociales sous-seing privé, il résulte que le capital social de la société à responsabilité limitée BATIAU S.à.r.l. est désormais réparti comme suit:

La société F & A Prom S.à.r.l, ayant son siège social à 2551 Luxembourg, 135, avenue du dix septembre, inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 185863:

sept cent cinquante parts sociales	750
Total: sept cent cinquante parts sociales	750

Luxembourg, le 18/03/2016.

Pour extrait conforme

L'associé unique / Les gérants

Référence de publication: 2016081818/17.

(160048350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

Belle Isle Investissements S.A., société de gestion de patrimoine familial S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 36.421.

Extrait du Procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue au siège social à Luxembourg, le 10 mars 2016

Nomination en qualité d'administrateur-délégué à la gestion journalière, de Monsieur Daniel RUCHONNET né le 13 septembre 1956 à Les Thioleyres- Puidoux (Suisse), domicilié au 2, rue Charles Bonnet CH-1206 GENEVE, pour une durée 6 ans.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2021.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016081820/16.

(160048726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

Bati Expansion, Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 104.023.

EXTRAIT

Il résulte d'une assemblée générale ordinaire du 10 mars 2016 que:

L'assemblée renouvelle les mandats des administrateurs suivants pour une nouvelle période de 6 ans prenant fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2022:

- Monsieur Luc Hilger, né le 16/11/1974 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse

- Madame Martine Bonnefond, née le 12/05/1951 à Martimprey du Kiss (Maroc) demeurant à F-38240 Meylan, 2, avenue de la Plaine Fleurie

- Monsieur Frédéric Bonnefond, né le 25/04/1952 à La Tronche (France) demeurant à F-38240 Meylan, 2, avenue de la Plaine Fleurie

L'assemblée décide de reconduire le mandat du commissaire aux comptes à savoir Fidu-Concept Sàrl, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B38136, avec siège social à L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2022.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2016081816/21.

(160048299) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

CRH Canada Finance Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 198.316.

In the year two thousand and fifteen, on the second day of July.

Before us Maître Roger Arrensdorff, notary residing in Luxembourg, to whom remains the present deed.

THERE APPEARED:

CRH Cities Luxembourg Sàrl, a private limited liability company, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg having its registered office at 18, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B198.290.

represented by Maître Brigitte CZOSKE, avocat, professionally residing at L-2132 Luxembourg, 20 avenue Marie-Thérèse, by virtue of a proxy given under private seal on June 29th, 2015.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, acting in the here above stated capacity, has drawn up the following articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which it intends to organize as unitholder or with any person who may become unitholder of this company in the future.

Title I. Name - Duration - Registered office - Object

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée), under the name of "CRH Canada Finance Luxembourg Sàrl", governed by the present articles of association and the laws of Luxembourg pertaining to such an entity (hereinafter the "Corporation"), and in particular the law dated 10th of August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law").

Art. 2. Object.

2.1 The object of the Corporation is the acquisition, the management, the enhancement and disposal of participations, in Luxembourg or abroad, in any form whatsoever. The Corporation may also pursue marketing and selling activities directly or through branches established abroad and/or offices located abroad. The Corporation may in particular acquire by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever.

2.2 The Corporation may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Corporation may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Corporation may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some of its assets. The Corporation may hold interests in partnerships. It may also acquire, enhance and dispose of patents, licences and sub-licences, and all other intangible property, as well as rights deriving there from or supplementing them. In addition, the Corporation may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad, and may lease or dispose of moveable property.

2.3 The Corporation may also carry on a treasury group activity including the procurement of short medium or long-term finance or finance of unlimited duration and the provision of financial and investment services and facilities, financial and investment management, advice, assistance, information and agency services in any currency whatsoever and to carry out financing and lending of every description to companies in which it has a direct or indirect participation.

2.4 In general, the Corporation may carry out all commercial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the abovementioned purpose.

Art. 3. Duration.

3.1 The Corporation is established for an unlimited duration.

3.2 The Corporation may be dissolved at any time by a resolution of the general meeting of members adopted in the manner required for the amendment of these articles.

3.3 The life of the Corporation does not come to an end by the incapacity, bankruptcy, insolvency of or any other similar event affecting, one or several unitholders.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office is established in the city of Luxembourg. The registered office may be transferred within the municipality of Luxembourg by decision of the board of managers. It may further be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its members adopted in the manner required for the amendment of these articles of association.

4.2 The Corporation may establish offices and branches, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by decision of the board of managers.

4.3 In the event that extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent, that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office or with the ease of communications with such office, the registered office may be temporarily transferred abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures will have no effect on the nationality of the Corporation, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg Corporation.

Title II. Capital - Units

Art. 5. Capital - Units.

5.1 The Corporation's corporate capital is set at CAD 30,000.- (thirty thousand Canadian Dollars), represented by 30,000 (thirty thousand) units each with a nominal value of CAD 1.- (one Canadian Dollars) and with such rights and obligations as set out in the present articles of incorporation and all fully paid up.

5.2 Capital contribution made by a holder of units without issuance of new units shall be booked in the special account (identified as the "Account 115").

Art. 6. Increase and reduction of capital. The corporate capital of the Corporation may be increased or reduced in one or several times, by a resolution of the general meeting of the members, adopted in the manner required for the amendment of these articles.

Art. 7. Transfer of units.

7.1 Units are freely transferable among members.

7.2 In case of a sole unitholder, the units are freely transferable to non-members. In case of plurality of members, units may be transferred to non-members provided such transfer complies with the requirements set forth in article 189 of the Law, namely has been authorized by the general meeting of members representing at least three quarters (3/4) of the capital of the Corporation.

7.3 The transfer of units will only be binding upon the Corporation or third parties following a notification to, or acceptance by the Corporation as provided in article 1690 of the civil code.

7.4 The Corporation may purchase its own units.

Art. 8. Form of units - Members' register.

8.1 Units are in registered form.

8.2 A members' register will be kept at the registered office of the Corporation in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each member who so requires.

8.3 The ownership of the registered units will result from the inscription in the members' register.

Title III. Administration - Management - Representation

Art. 9. Board of managers.

9.1 The Corporation shall be managed by a board of managers composed, at least, of three managers, who do not need to be members and who will be appointed pursuant to a resolution of the general meeting of members.

9.2 The managers are appointed and removed ad nutum pursuant to a decision of the general meeting of members, which determines their powers, compensation and duration of their mandates reserved the faculty attributed to the board of managers to proceed by way of cooptation in order to replace resigning or deceased board members. The managers shall hold office until their successors are appointed.

Art. 10. Power of the board of managers.

10.1 All powers not expressly reserved by the Law or the present articles of association to the general meeting of members fall within the competence of the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Corporation's object.

10.2 To the extent permitted by the Law, the board of managers may sub-delegate powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The board of managers will determine the agent's responsibilities and remunerations (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

10.3 The agent so appointed shall in any case be revocable ad nutum.

Art. 11. Procedure.

11.1 The board of managers shall meet in Luxembourg as often as the Corporation's interest so requires or upon call of any manager. The board of managers shall meet at least annually in Luxembourg. The board of managers may choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the members.

11.2 Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least two (2) working days in advance of the hour set for such a meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such

circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or telefax, or by email of each manager. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers. No such notice is required if all the managers of the Corporation are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have full knowledge of the agenda of the meeting.

11.3 The board of managers' meeting may exceptionally be held by means of telephone conference or videoconference. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

11.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or telefax, or by email another manager as his proxy. In case there is only one manager present at the board meeting, this manager is allowed to appoint a secretary, who needs not to be manager, in order to assist him by holding the board meeting. Votes may also be cast in writing or by cable, telegram, telex or telefax, or by email.

11.5 The board of managers can validly deliberate and act only if the majority of the managers are present or represented. Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting.

11.6 Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions voted at the managers' meetings. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or telefax.

11.7 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the secretary or by two managers.

Art. 12. Representation. The Corporation shall be bound by the joint signature of two managers in any case or by the sole or joint signature of any person or persons to whom such signatory power shall have been delegated by the board of managers.

Art. 13. Liability of the managers. In the execution of their mandate, the managers are not held personally responsible for the obligations of the Corporation. As agents of the Corporation, they are responsible for the correct performance of their duties.

Title IV. General meetings of members

Art. 14. Powers and voting rights.

14.1 Any regularly constituted meeting of members of the Corporation shall represent the entire body of members of the Corporation. It shall have the power to ratify all acts relating to the operations of the Corporation.

14.2 Except as otherwise required by Law, resolutions at a meeting of members duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

14.3 The capital and other provisions of these articles of incorporation may, at any time, be changed by a majority of members representing at least three quarters (3/4) of the capital of the Corporation. The members may change the nationality of the Corporation by a unanimous decision. If all of the members are present or represented at a meeting of members, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

14.4 Each unit entitles its holder to one vote in ordinary and extraordinary general meetings.

14.5 The Corporation will recognize only one holder per unit; in case a unit is held by more than one person, the Corporation has the right to suspend the exercise of all rights attached to that unit until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Corporation.

14.6 Each unit gives right to one fraction of the assets and profits of the Corporation in direct proportion to its relationship with the number of units in existence. If the Corporation has only one member, this sole member exercises all the powers of the general meeting.

14.7 The decisions of the sole member are recorded in minutes or drawn-up in writing.

14.8 Also, contracts entered into between the sole member and the Corporation represented by him are recorded on minutes or drawn-up in writing. Nevertheless, this latter provision is not applicable to current operations entered into under normal conditions.

Art. 15. Annual general meeting. An annual general meeting of members approving the annual accounts shall be held annually within six months after the close of the accounting year at the registered office of the Corporation or at such other place as may be specified in the notice of the meeting.

Art. 16. Accounting year. The accounting year of the Corporation shall begin on the first of January of each year and shall terminate on the thirty-first of December, with the exception of the first accounting year, which shall begin on the date of the formation of the Corporation and shall terminate on the thirty-first of December, of the year two thousand and fifteen.

Art. 17. Annual accounts and allocation of profits.

17.1 The annual accounts are drawn up in CAD (Canadian Dollars) which is the functional currency of the Corporation by the board of managers as at the end of each accounting year and will be at the disposal of the shareholders at the registered office of the Corporation.

17.2 Out of the annual net profits of the Corporation, five per cent (5%) shall be placed into the legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten per cent (10%) of the corporate capital of the Corporation.

Interim dividends may be distributed, at any time and in any currency selected by the board of managers, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the board of managers,
2. These accounts show a profit including profits carried forward,
3. The decision to pay interim dividends is taken by the unitholders or by the board of managers,
4. The payment is made once the Corporation has obtained the assurance that the rights of the significant creditors of the Corporation are not threatened.

Title V. Dissolution - Liquidation

Art. 18. Dissolution - Liquidation.

18.1 In the event of dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the sole unitholder or the meeting of unitholders, as the case may be, in charge of such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

18.2 The power to amend the articles of association, if so justified by the needs of the liquidation, remains with the sole unitholder or the general meeting of unitholders, as the case may be.

18.3 The power of the board of managers will end upon the appointment of the liquidator(s). After the payment of all debts and liabilities of the Corporation or deposit of any funds to that effect, the remaining amount will be distributed to the unitholders in conformity with and so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set for dividend distributions.

Art. 19. General provision. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the Law.

Subscription - Payment

The articles of incorporation of the Corporation having thus been drawn up by the appearing party, the said party, represented as stated here above, declares to subscribe 30,000 (thirty thousand) units of the Corporation having a par value of CAD 1,- (one Canadian Dollar) each and to have fully paid up these units for an amount of CAD 30,000.- (thirty thousand Canadian Dollars) through a contribution in cash (the "Contribution").

Statement

Evidence of the payment of the Contribution has been given by means of a blocking certificate confirming the availability of the amount of the Contribution on the Corporation's bank account.

Estimate of costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand euro (EUR 1,000.-).

For the purpose of the registration taxes, the appearing party declares that the amount of CAD 30,000.- (thirty thousand Canadian Dollars) is valued at EUR 21,884.88 (twenty-one thousand eight hundred eighty-four euro eighty-eight cents).

Resolution of the sole member

The prenamed member, representing the entire subscribed capital, has immediately taken the following resolutions:

1. The registered office of the Corporation is fixed at L-2132 Luxembourg, 18 Avenue Marie-Thérèse.
2. The number of managers is fixed at 4 (four):
3. The following persons are appointed managers:
 - Mr. Aylwyn BRYAN, born on February 17, 1979 in Cork (Ireland), residing at 1 Newbridge Avenue, Donabate, Co. Dublin, Ireland;
 - Mr. Rudolf COHEN, born on November 7, 1957 in Rotterdam (Netherlands), residing at 26 Einsteinlaan, 2289 CC Rijswijk, The Netherlands;
 - Mr. Emmanuel RÉVEILLAUD, born on October 10, 19671 in La Rochelle (France), residing at 20 Avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
 - Mrs. Christine LOUIS-HABERER, born on July 23, 1967 in Vitré (France), residing at 20 Avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4. The term of office of the managers shall be unlimited.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le deux juillet,

Pardevant nous Maître Roger Arrensdorff, notaire de résidence à Luxembourg, lequel dernier restera dépositaire de la présente minute,

A comparu:

CRH Cities Luxembourg Sàrl, société à responsabilité limitée, constituée et existante sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 18, Avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B198.290.

ici représentée par Maître Brigitte CZOSKE, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-2132 Luxembourg, 20 avenue Marie-Thérèse, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 29 juin 2015.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité du timbre et de l'enregistrement.

Lequel comparant, agissant ès-qualités, a arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société à responsabilité limitée que la partie prémentionnée va constituer en tant qu'associé ou avec toute autre personne qui deviendrait associé de la société par la suite.

Titre I^{er}. Nom - Durée - Siège social - Objet

Art. 1^{er}. Nom. Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination "CRH Canada Finance Luxembourg Sàrl", qui sera régie par les présents statuts et les lois luxembourgeoises relatives à une telle entité (ci-après la "Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»).

Art. 2. Objet.

2.1 La Société a pour objet l'acquisition, la gestion, le développement et la cession de prise de participations dans toute entreprise luxembourgeoise ou étrangère sous quelque forme que ce soit. La Société pourra également poursuivre des activités de marketing et de vente directement ou par l'intermédiaire de succursales situées à l'étranger et/ou de bureaux situés à l'étranger. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, échange ou de toute manière toutes sortes d'actions cotées, actions simples et d'autres titres participatifs, bonds, obligations, certificats de dépôt ou d'autres instruments de crédit et plus généralement tous titres et instruments financiers émis par des entités privées ou publiques.

2.2 La Société pourra emprunter sous toutes les formes, sauf par voie d'émission publique. Elle pourra émettre par voie d'émission privée seulement, effets, obligations et titres de créances et tout autre type de dette et/ou de titre de participation. La Société pourra aussi faire des prêts et accorder toutes sortes de support, prêts, avances et garanties à d'autres sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect. Elle pourra aussi donner des garanties et accorder des garanties à l'égard de tiers pour garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, de sociétés affiliées ou toutes autres sociétés. La Société pourra de plus gager, transférer, grever ou créer d'autres types de garanties sur des parties de ses actifs. La Société pourra détenir des participations dans des associations. Elle pourra également acquérir, développer et céder des brevets, licences ou tout autre bien matériel, ainsi que les droits en dérivant ou les complétant. De plus, la Société pourra acquérir, gérer, développer et céder des propriétés immobilières situées au Luxembourg ou à l'étranger, et elle pourra louer ou disposer de biens meubles.

2.3 La Société pourra également poursuivre une activité de trésorerie intragroupe incluant l'obtention de financement à court, moyen et long terme ainsi que l'obtention de financement sans limitation de durée, la fourniture de services et d'instruments financiers et d'investissement, la gestion financière et d'investissement, le conseil, l'assistance, des services d'intermédiaires quelque soit la monnaie choisie ainsi et finalement de procéder à des financements ou à des prêts de toute nature envers les sociétés dans lesquelles elle détient directement ou indirectement une participation.

2.4 De manière générale, la Société pourra procéder à toutes opérations commerciales et financières dans les domaines de l'acquisition de titres ou de biens immobiliers, qui sont de nature à développer et compléter l'objet social ci-dessus.

Art. 3. Durée.

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2 La Société pourra être dissoute à tout moment par une décision de l'assemblée des associés adoptée dans les conditions requises pour modifier les présents statuts.

3.3 L'existence de la Société ne prend pas fin par l'incapacité, la banqueroute, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg. Le siège social pourra être transféré dans la ville de Luxembourg par décision du conseil de gérance. Il pourra également être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

4.2 La Société pourra établir des bureaux et des succursales tant au Grand Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil de gérance.

4.3 Dans l'hypothèse d'événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra être procédé au transfert provisoire du siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant ce transfert du siège social statutaire, restera luxembourgeoise.

Titre II. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à CAD 30.000,- (trente mille dollars canadiens) représenté par 30.000 (trente mille) parts sociales ayant toutes une valeur nominale de CAD 1,- (un dollar canadiens) chacune, et avec les droits et obligations attachés tels que déterminés dans les présents statuts et toutes ayant été entièrement libérées.

5.2 L'apport en capitaux propres par un détenteur de parts sociales sans émission de parts sociales devra être comptabilisé dans un compte spécial (le «Compte 115»).

Art. 6. Augmentation et réduction du capital. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois par décision des associés prise dans les conditions prévues pour la modification des présents statuts.

Art. 7. Transfert des parts.

7.1 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

7.2 En cas d'associé unique les parts sociales sont librement cessibles à des non-associés. En cas de pluralité d'associés le transfert de parts sociales peut-être effectué envers des non-associés à condition que ce transfert respecte les règles de l'article 189 de la Loi, c'est à dire qu'il a été autorisé au préalable par l'assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts (3/4) du capital social.

7.3 Le transfert de parts sociales ne sera opposable à la Société ou aux tiers que suite à sa notification à la Société ou son acceptation par la Société telles que prévue par l'article 1690 du code civil.

7.4 La Société pourra acquérir ses propres parts sociales.

Art. 8. Forme des parts sociales - Registre des associés.

8.1 Les parts sociales sont nominatives.

8.2 Un registre des associés sera détenu au siège social de la Société conformément à la Loi et pourra être examiné par tout associé qui le demande.

8.3 La propriété des parts nominatives résultera de l'inscription dans le registre des associés.

Titre III. Administration - Gérance - Représentation

Art. 9. Conseil de gérance.

9.1 La Société est gérée par un conseil de gérance, composé, au moins, de trois gérants, qui n'ont pas besoin d'être des associés et qui seront nommés par résolution de l'assemblée générale des associés.

9.2 Les gérants sont nommés et révoqués ad nutum par une décision de l'assemblée générale des associés, qui détermine également leurs pouvoirs, rémunération ainsi que la durée de leur mandat, sous réserve du pouvoir accordé au conseil de gérance de procéder au remplacement des gérants démissionnaires ou décédés par voie de cooptation. Les gérants sont maintenus en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés.

Art. 10. Pouvoirs du conseil de gérance.

10.1 Tous les pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à la décision des associés, relèvent de la compétence du conseil de gérance, qui est investi des pouvoirs les plus larges pour passer tous actes et effectuer les opérations conformément à l'objet social de la Société.

10.2 Dans les limites permises par la Loi, le conseil de gérance est autorisé à déléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc. Le conseil de gérance déterminera les responsabilités et la rémunération (si c'est le cas), la durée de la représentation et toute autre condition appropriée de la fonction d'agent.

10.3 L'agent nommé sera dans tous les cas révocable ad nutum.

Art. 11. Procédure.

11.1 Le conseil de gérance se réunira à Luxembourg aussi souvent que l'intérêt de la Société le requière ou sur convocation par un gérant. Le conseil de gérance se réunira au moins une fois par an à Luxembourg. Le conseil de gérance pourra choisir en son sein un président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des minutes des réunions du conseil de gérance et des assemblées générales des associés.

11.2 Tout gérant doit être convoqué par une convocation écrite au moins deux (2) jours avant la tenue du conseil de gérance, à moins qu'un délai de convocation plus bref ne soit imposé par le caractère d'urgence des affaires en cause, lequel sera dans ce cas décrit dans la convocation. Il peut être passé outre cette convocation avec l'accord écrit, par télécopieur, par câble, par télégramme, par télex ou par e-mail de chaque gérant. Aucune convocation spéciale n'est requise pour les réunions se tenant à une date, à une heure et à un endroit déterminé dans une résolution préalablement prise par le conseil de gérance. Une telle convocation n'est pas requise si tous les gérants sont présents ou représentés lors de la réunion et qu'ils constatent qu'ils ont été bien informés et qu'ils ont pleine connaissance de l'ordre du jour de la réunion.

11.3 Le conseil de gérance pourra se tenir exceptionnellement par voie de téléconférence ou vidéoconférence. La participation à une réunion par ces moyens sera équivalente à une participation en personne.

11.4 Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie ou par e-mail un autre gérant. Pour le cas où un seul gérant serait présent à une réunion du conseil de gérance, ce gérant est autorisé à nommer un secrétaire, qui peut ne pas être un gérant, pour l'assister dans la tenue de la réunion du conseil de gérance. Les votes peuvent également être exprimés par écrit, par câble, télégramme, télex, télécopieur ou par email.

11.5 Le conseil de gérance ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions seront prises à la majorité des votes des gérants présents ou représentés à une telle réunion.

11.6 Les résolutions écrites, approuvées et signées par tous les gérants ont les mêmes effets que les résolutions votées lors d'une réunion du conseil de gérance. De telles signatures peuvent apparaître sur un seul document ou sur plusieurs copies de la même résolution et peuvent être prouvées par des lettres ou des téléfax.

11.7 Les minutes de chacune des réunions du conseil de gérance doivent être signées par le président ou en son absence par le président intérimaire qui préside une telle réunion. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président, le secrétaire ou par deux gérants.

Art. 12. Représentation. La Société est engagée par la signature conjointe de deux gérants dans tous les cas ou par la signature unique ou conjointe de toute(s) personne(s) à qui un tel pouvoir de signature a été délégué par le conseil de gérance.

Art. 13. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent en raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Titre IV. Assemblée générale des associés

Art. 14. Pouvoirs et droits de votes.

14.1 Toute assemblée d'associés de la Société valablement constituée représentera l'ensemble des associés de la Société. Elle aura le pouvoir de ratifier tous les actes en relation avec les opérations de la Société.

14.2 Sauf exception légale, les décisions des assemblées des associés valablement convoquées seront prises à la majorité simple des associés présents et votants.

14.3 Le capital social et les autres dispositions de ces statuts pourront être modifiés à tout moment par l'associé unique ou par une majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social. Néanmoins le changement de nationalité de la société requiert l'unanimité des voix des associés. Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée des associés et s'ils précisent qu'ils ont tous été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra se tenir sans convocation ou publication préalable.

14.4 Chaque part sociale donne droit à une voix au sein des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

14.5 La Société ne reconnaît qu'un seul détenteur par part sociale; dans l'hypothèse où une part sociale est détenue par plusieurs personnes, la Société a le droit de suspendre l'exercice des droits attachés à cette part jusqu'à ce qu'une personne ait été désignée comme le seul propriétaire de cette part sociale vis-à-vis de la Société.

14.6 Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et des bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre de parts sociales en circulation. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, celui-ci exerce tous les pouvoirs de l'assemblée générale des associés.

14.7 Les décisions de l'associé unique sont établies sous la forme de minutes ou dressées par écrit.

14.8 De plus, les contrats passés entre l'associé unique et la société représentée par l'associé unique, seront établis sous la forme de minutes ou dressées par écrit. Cependant, cette dernière hypothèse n'est pas applicable aux opérations courantes passées à des conditions normales.

Art. 15. Assemblée générale annuelle. Une assemblée générale annuelle des associés se réunira une fois par an pour l'approbation des comptes annuels, elle se tiendra dans les six mois de la clôture de l'exercice social au siège de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée.

Art. 16. Année sociale. L'année sociale commence le premier janvier de chaque année et finit le trente et un décembre de la même année, à l'exception du premier exercice social qui débutera à la date de création de la Société et se terminera le trente et un décembre deux mille quinze.

Art. 17. Comptes annuels et allocation des bénéfices.

17.1 Les comptes annuels sont établis en CAD (dollars canadiens), qui est la monnaie fonctionnelle de la Société, par le conseil de gérance de la Société à la fin de chaque exercice et seront mis à la disposition des associés au siège social de la Société.

17.2 Cinq pourcent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être requise dès que le montant de la réserve légale s'élèvera à dix pourcent (10%) du capital social émis de la Société.

17.3 Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment et dans toute devise décidée par le conseil de gérance, sous les conditions suivantes:

1. Des comptes intérimaires seront établis par le conseil de gérance de la Société,
2. Ces comptes montrent un bénéfice incluant les bénéfices reportés suffisant pour payer le dividende intérimaire envisagé,
3. La décision de payer un dividende intérimaire est prise par les associés ou le conseil de gérance,
4. Le paiement sera effectué après que la Société aura obtenu la garantie que les droits des créanciers importants de la Société ne sont pas menacés.

Titre V. - Dissolution et liquidation

Art. 18. Dissolution et liquidation.

18.1 Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs (qui pourront être des personnes physiques ou morales), nommés par l'assemblée des associés qui déterminera leurs pouvoirs et rémunérations.

18.2 Le pouvoir de modifier les statuts, si nécessaire pour les besoins de la liquidation, reste une prérogative de l'assemblée générale des associés.

18.3 Les pouvoirs des gérants cesseront par la nomination du(es) liquidateur(s). Après le paiement de toutes les dettes et tout le passif de la Société ou du dépôt des fonds nécessaires à cela, le surplus sera versé à l'associé unique ou en cas de pluralité d'associé le surplus sera versé à chaque associé en proportion du nombre de ses parts.

Art. 19. Dispositions générales. Tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents statuts sera régi par la Loi.

Souscription et libération

La partie comparante, ici représentée comme indiqué ci-dessus, ayant ainsi arrêté les statuts de la Société, a déclaré souscrire à 30.000 (trente mille) parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de CAD 1,- (un dollar canadien) chacune et a déclaré les avoir entièrement libérées pour un montant de CAD 30.000,- (trente mille dollars canadiens) par un apport en numéraire (l'«Apport»).

Constatation

Le paiement en vertu de l'Apport a été certifié au moyen d'un certificat de blocage qui confirme la disponibilité du montant de souscription payé en vertu de l'Apport sur le compte bancaire de la Société.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la Société du chef de sa constitution à environ mille euros (EUR 1.000,-).

Pour les besoins de l'enregistrement, le comparant déclare que le montant de CAD 30.000,- (trente mille dollars canadiens) est évalué à la somme de EUR 21.884,88 (vingt et un mille huit cent quatre-vingt-quatre euros et quatre-vingt-huit cents).

Résolutions de l'associé unique

Et aussitôt, l'associé unique représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au 18 avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg;
2. Le nombre de gérants est fixé à 4 (quatre).
3. Sont nommés gérants de la Société:
 - Monsieur Aylwyn BRYAN, né le 17 février 1979, à Cork (Irlande), demeurant à 1 Newbridge Avenue, Donabate, Co. Dublin, Irlande;
 - Monsieur Rudolf COHEN, né le 7 novembre 1957 à Rotterdam (Pays-Bas), demeurant à 26 Einsteinlaan, 2289 CC Rijswijk, Pays-Bas;

- Monsieur Emmanuel REVEILLAUD, né le 10 novembre 1971, à La Rochelle (France), demeurant au 20 Avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Madame Christine LOUIS-HABERER, née le 23 juillet 1967 à Vitré (France), demeurant au 20 Avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4. Les mandats des gérants ont une durée illimitée.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: CZOSKE, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 3 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/20775. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives

Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Référence de publication: 2016076400/453.

(160041221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

HERIP Master I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 203.807.

— STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the second day of the month of February.

Before Us Maitre Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Heitman European Residential Investment Partners I SCSp, a special limited partnership (société en commandite spéciale) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 26, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 202976, acting through its general partner, Heitman European Residential Investment GP, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 26B Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 202800,

here represented by Mrs Caroline BOCKLANDT, lawyer, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy given under private seal dated 29 January 2016.

Said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"):

1. "Corporate form and name. This document constitutes the articles of incorporation (the "Articles") of HERIP Master I S.à r.l. (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by:

(a) the Sole Manager (as defined in Article 8.2) if the Company has at the time a Sole Manager; or

(b) the Board of Managers (as defined in Article 8.3) if the Company has at the time a Board of Managers; or

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles -including Article 12.4 - and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Sole Manager or the Board of Managers as appropriate.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Objects. The objects of the Company are:

3.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.3 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.4 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.5 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.6 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security for the performance of the obligations of and/or the payment of any money by any person (including anybody corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person (a "Holding Entity") which is for the time being a member of or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or anybody corporate in which a Holding Entity has a direct or indirect interest and any person who is associated with the Company in any business or venture), with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property or assets (present and future) or by other means; for the purposes of this Article-3.6 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of, indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness or financial obligations of any other person;

3.7 to purchase, take on lease, exchange, hire and otherwise acquire any real or personal property and any right or privilege over or in respect of it;

3.8 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.9 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.10 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are in the opinion of the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

5. Share capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) divided into:

- One thousand two hundred and fifty (1,250) class A shares (the "Class A Shares"),
- One thousand two hundred and fifty (1,250) class B shares (the "Class B Shares"),
- One thousand two hundred and fifty (1,250) class C shares (the "Class C Shares"),
- One thousand two hundred and fifty (1,250) class D shares (the "Class D Shares"),
- One thousand two hundred and fifty (1,250) class E shares (the "Class E Shares"),
- One thousand two hundred and fifty (1,250) class F shares (the "Class F Shares"),
- One thousand two hundred and fifty (1,250) class G shares (the "Class G Shares"),
- One thousand two hundred and fifty (1,250) class H shares (the "Class H Shares"),
- One thousand two hundred and fifty (1,250) class I shares (the "Class I Shares"), and
- One thousand two hundred and fifty (1,250) class J shares (the "Class J Shares"),

each a "Share" and together referred to as the "Shares", having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each and the rights and obligations set out in these Articles and each class of Shares shall be referred to as a "Class". The holders of the Shares are together referred to as the "Shareholders" and individually a "Shareholder".

Each Share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

5.2 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Manager (s) subject to the 1915 Law and these Articles.

5.3 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Manager(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

5.4 The share capital of the Company may be reduced exclusively through the repurchase and subsequent cancellation of all the issued Shares of one Class (a "Share Redemption") as may be determined from time to time by the Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers and approved by the Sole Shareholder or, as the case may be, the Shareholders provided however that the Company may not at any time purchase and cancel the Class A Shares. A reduction of share capital through the repurchase and cancellation of a Class shall be made in the following order:

- (a) Class J Shares;
- (b) Class I Shares;
- (c) Class H Shares;
- (d) Class G Shares;
- (e) Class F Shares;
- (f) Class E Shares;
- (g) Class D Shares;
- (h) Class C Shares; and
- (i) Class B Shares.

Upon the repurchase and cancellation of an entire Class, the Cancellation Amount as determined by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers in its reasonable discretion and within the best corporate interest of the Company, and as approved by the Shareholder(s) will become due and payable by the Company to the Shareholder (s) pro-rata to their holding in such Class. For the avoidance of doubt the Company may discharge its payment obligation in cash, in kind or by way of set-off.

6. Indivisibility of shares.

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

7. Transfer of shares.

7.1 During such time as the Company has only one Shareholder, the Shares will be freely transferable.

7.2 During such time as the Company has more than one Shareholder:

7.2.1 Shares may not be transferred other than by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares have agreed to the transfer in general meeting;

7.2.2 Shares may not be transmitted by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares held by the survivors have agreed to the transfer or in the circumstances envisaged by article 189 of the 1915 Law;

7.2.3 The transfer of Shares is subject to the provisions of articles 189 and 190 of the 1915 Law.

8. Management.

8.1 The Company will be managed by one or more managers ("Managers") who shall be appointed by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles. The Managers may be appointed but are not necessarily appointed as class A Managers (each a "Class A Manager") or class B Managers (each a "Class B Manager").

8.2 If the Company has at the relevant time only one Manager, he/she is referred to in these Articles as a "Sole Manager".

8.3 If the Company has from time to time more than one Manager, they will constitute a board of managers or conseil de gérance (the "Board of Managers").

8.4 A Manager may be removed at any time for any reason by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

9. Powers of the managers. The Sole Manager, when the Company has only one Manager, and at all other times the Board of Managers, may take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be decided upon by the Shareholders.

10. Representation. Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the Company is validly bound or represented towards third parties by:

10.1 if the Company has a Sole Manager, the sole signature of the Sole Manager;

10.2 if the Company has more than one (1) Manager, the joint signature of any two (2) Managers, or in case of several classes of Managers, the joint signature of one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager.

11. Board meetings.

11.1 In case of plurality of Managers, the Board of Managers may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen.

11.2 The Manager or in case of plurality of Managers, the Board of Managers may also choose a secretary, who need not be a Manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers and of the Shareholders.

11.3 The Manager or in case of plurality of Managers, the Board of Managers may from time to time appoint officers of the Company, including a managing director, a general manager and any assistant managers or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Officers need not be Managers or Shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated herein, shall have the powers and duties given to them by the Manager or in case of plurality of Managers, the Board of Managers.

11.4 The Board of Managers shall meet upon call by the chairman, or any two Managers, at the place indicated in the notice of meeting.

11.5 Notice of any meeting of the Board of Managers shall be given in writing, or by cable, telegram, telex, telefax or by other electronic means of transmission to all Manager at least twenty four hours in advance of the day set for the meeting. The notice shall specify the purposes of and each item of business to be transacted at the meeting, and no business other than that referred to in such notice may be conducted at any such meeting nor shall any action taken by the Board of Managers not referred to in such notice be valid. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram or telex or telefax or by other electronic means of transmission of each Manager and shall be deemed to be waived by any Manager who is present in person or represented by proxy at the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

11.6 Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by cable or telegram, telex or telefax another Manager as his proxy. Any Manager may attend a meeting of the Board of Managers using teleconference, video means or any other audible or visual means of communication. A member of the Board of Managers attending a meeting of the Board of Managers by using such means of communication is deemed to be present in person at this meeting.

11.7 A meeting of the Board of Managers held by teleconference or videoconference or any other audible or visual means of communication, in which a quorum of Managers participate shall be as valid and effectual as if physically held, provided that a minute of the meeting is made and signed by the chairman of the meeting.

11.8 The Board of Managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the Managers is present or represented at a meeting of the Board of Managers. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting. Managers who are not present in person or represented by proxy may vote in writing or by cable or telegram or telex or telefax or by other electronic means of communication.

11.9 In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

11.10 Circular resolutions signed by all Managers will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters or telefaxes. Such resolutions shall enter into force on the date of the circular resolution as mentioned therein. In case no specific date is mentioned, the circular resolution shall become effective on the day on which the last signature of a member of the Board of Managers is affixed.

11.11 Resolutions taken by any other electronic means of communication e.g. e-mail, cables, telegrams or telexes shall be formalized by subsequent circular resolution. The date of effectiveness of the then taken circular resolution shall be the one of the latest approval received by the Company via electronic means of communication. Such approvals received from all members of the Board of Managers shall remain attached to and form an integral part of the circular resolution endorsing the decisions formerly approved by electronic means of communication.

11.12 Any circular resolutions may only be taken by unanimous consent of all members of the Board of Managers.

11.13 The minutes of any meeting of the Board of Managers shall be signed by the chairman of the meeting.

11.14 Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman of the Board of Managers or chairman pro tempore of that meeting, or by two Managers.

12. Shareholders' resolutions.

12.1 Each Shareholder shall have one (1) vote for each Share of which he/she/it is the holder.

12.2 Subject as provided in Articles 12.3, 12.4 and 12.5, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than half of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

12.3 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

12.4 Subject as provided in Article 12.3, any resolution to change these Articles (including a change to the Registered Office), subject to any provision of the contrary, needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

12.5 A resolution to dissolve the Company or to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed in accordance with Luxembourg Law.

12.6 A meeting of Shareholders (a "Shareholders' Meeting") may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

12.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' Meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

12.8

12.8.1 If at the time the Company has no more than twenty-five (25) Shareholders, Shareholders' Resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a Shareholders' Meeting provided that each Shareholder receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted.

12.8.2 The majority requirement applicable to the adoption of resolutions by a Shareholders' Meeting apply mutatis mutandis to the passing of written resolutions of Shareholders. Except where required by Luxembourg Law, there shall be no quorum requirements for the passing of written resolutions of Shareholders. Written resolutions of Shareholders shall be validly passed immediately upon receipt by the Company of original copies (or copies sent by facsimile transmission or as e-mail attachments) of Shareholders' votes subject to the requirements as provided in Article 12.8.1 and the above provisions of Article 12.8.2, irrespective of whether all shareholders have voted or not.

13. Business year. The Company's financial year starts on 1st January and ends on the 31st December of each year (all dates inclusive).

14. Distributions on shares.

14.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent (5%) shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

14.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and the Articles, the Company may by resolution of the Shareholder (s) declare dividends. The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution will be taken by the Shareholders and such dividend shall be allocated and paid in the following sequential order:

- first to the holder(s) of the Class A Shares who shall be entitled to a preferential dividend equal to 10 % of the nominal value of the Class A Shares held by them, then,

- to the holder(s) of the Class B Shares who shall be entitled to a preferential dividend equal to 9 % of the nominal value of the Class B Shares held by them, then,

- to the holder(s) of the Class C Shares who shall be entitled to a preferential dividend equal to 8 % of the nominal value of the Class C Shares held by them, then,

- to the holder(s) of the Class D Shares who shall be entitled to a preferential dividend equal to 7 % of the nominal value of the Class D Shares held by them, then,

- to the holder(s) of the Class E Shares who shall be entitled to a preferential dividend equal to 6 % of the nominal value of the Class E Shares held by them, then,

- to the holder(s) of the Class F Shares who shall be entitled to a preferential dividend equal to 5 % of the nominal value of the Class F Shares held by them, then,
- to the holder(s) of the Class G Shares who shall be entitled to a preferential dividend equal to 4 % of the nominal value of the Class G Shares held by them, then,
- to the holder(s) of the Class H Shares who shall be entitled to a preferential dividend equal to 3 % of the nominal value of the Class H Shares held by them, then,
- to the holder(s) of the Class I Shares who shall be entitled to a preferential dividend equal to 2 % of the nominal value of the Class I Shares held by them, then,
- to the holder(s) of the Class J Shares who shall be entitled to a preferential dividend equal to 1 % of the nominal value of the Class J Shares held by them.

14.3 If the Company resolves to make a distribution to the Shareholders out of (i) the annual net profits, (ii) the profits carried forward and/or (iii) any available reserve, the amount to be distributed must be distributed first to the holders of the relevant Class of Shares with respect to the preferential dividend. Thereafter, any remaining amounts shall be distributed to the holders of the Class J Shares or, if all of the Class J Shares have been redeemed and cancelled, to the preceding Class of Shares (in reverse alphabetical order). If at the time of any distribution a Class of Shares has been redeemed and cancelled in accordance with Article 5, the distribution to which the holders of such Class of Shares would have been entitled shall be allocated to the preceding Class of Shares (in reverse alphabetical order).

14.4 The Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the Shareholder(s) before the end of the financial year in accordance with the distribution provisions described in the Article 14.2 of these Articles on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

15. Dissolution and liquidation. The dissolution and liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with Luxembourg Law and Article 12. If at the time the Company has only one (1) Shareholder, that Shareholder may, at its option, resolve to dissolve and liquidate the Company by assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown, of the Company. However, after settling all outstanding debts and liabilities, including tax and liquidation costs, the remaining net assets of the Company shall be distributed to the Shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as per the distribution rules set forth for dividend distributions in Article 14.2 of these Articles.

16. Interpretation and Luxembourg law.

16.1 Unless otherwise defined herein, capitalised terms used herein shall have the following meaning:

"Available Amount" shall mean for each Class the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits), increased by (i) any freely distributable reserves and/or share premium attributable to the Shares, and (ii) as the case may be, by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class to be repurchased and cancelled but reduced by (i) any losses (including carried forward losses) expressed as a positive, (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the 1915 Law or the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting), (iii) any dividends to which is entitled the holder(s) of the Shares pursuant to the Articles (eg. any Profit Entitlement) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + PE)$$

Whereby:

AA = Available Amount;

NP = net profits (including carried forward profits);

P = any freely distributable reserves (including the share premium reserves) as determined by the Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers whereby, for the avoidance of doubt, the Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers, may include or exclude in whole or in part such freely distributable reserves at his/her/its sole discretion;

CR = the amount of the capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled;

L = losses (including carried forward losses) expressed as a positive; and

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the 1915 Law or the Articles.

PE = Profit Entitlement (the annual fixed dividends to which the holder(s) of the Shares is entitled pursuant to the Articles).

"Cancellation Amount"	shall mean an amount not exceeding the Available Amount relating to the relevant Class in accordance with the 1915 Law and these Articles.
"Interim Accounts"	shall mean the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.
"Interim Account Date"	shall mean the date no earlier than thirty (30) days but not later than ten (10) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant Class.
"Profit Entitlement"	means the annual fixed dividends to which the holder(s) of the Shares not being redeemed are entitled to pursuant to the Articles.

16.2 In these Articles:

16.2.1 a reference to:

- (a) one gender shall include each gender;
- (b) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;
- (c) a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);
- (d) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

16.2.2 the words "include" and "including" shall be deemed to be followed by the words "without limitation" and general words shall not be given a restrictive meaning by reason of their being preceded or followed by words indicating a particular class of acts, matters or things or by examples falling within the general words;

16.2.3 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

16.3 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law."

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on 31 December 2016.

Subscription - Payment

The share capital has been subscribed as follows:

Subscriber	Shares
Heitman European Residential Investment Partners I SCSp, prenamed	1,250 Class A Shares
	1,250 Class B Shares
	1,250 Class C Shares
	1,250 Class D Shares
	1,250 Class E Shares
	1,250 Class F Shares
	1,250 Class G Shares
	1,250 Class H Shares
	1,250 Class I Shares
	1,250 Class J Shares
Total	<u>12,500 Shares</u>

All the Shares have been fully paid up in cash at one Euro (EUR 1.-) each for a total issue price of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-). Proof that the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) in respect of this cash contribution, corresponding to a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), is at the disposal of the Company has been given to the Notary, who expressly acknowledged receipt of the proof of payment.

Costs

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed and/or in connection with its incorporation are estimated at approximately thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, represented as stated above, representing the entirety of the subscribed capital of the Company and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1. Each of the following is appointed as a manager of the Company for an undetermined duration:

- Mr. Gordon BLACK, manager, born on 23 April 1965 in Royal Oak, Michigan, United States of America, having its professional address at 8 Hanover Street, third floor, W1S 1YQ London, United Kingdom; and
- Mr Piotr ANDRZEJEWSKI, manager, born on 31 August 1978 in Sokolka, Poland, having its professional address at 26B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The registered office of the Company is at 26B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary, by her surname, Christian name, civil status and residence, the said proxyholder signed together with us, the notary, the present deed.

Es folgt die Deutsche Übersetzung des Vorangehenden Englischen Textes

Im Jahre zweitausendsechszehn, am zweiten Tag des Monats Februar.

Vor Uns Maître Léonie GRETHEN, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

Ist erschienen:

Heitman European Residential Investment Partners I SCSp, eine spezielle Kommanditgesellschaft (société en commandite spéciale) gegründet und bestehend unter Luxemburger Recht, mit Sitz in 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 202976, agierend durch ihren Komplementär, Heitman European Residential Investment GP, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) gegründet und bestehend unter Luxemburger Recht, mit Sitz in 26B Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 202800,

hier vertreten durch Frau Caroline BOCKLANDT, Anwältin, berufsansässig in Luxemburg,

gemäß einer am 29. Januar 2016 ausgestellten privatschriftlicher Vollmacht.

Die besagte Vollmacht bleibt nach Unterzeichnung ne varietur durch die Bevollmächtigte und den unterzeichnenden Notar der gegenwärtigen Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben registriert zu werden.

Die vorstehend erschienene Partei, wie oben dargelegt vertreten, beauftragte den unterzeichnenden Notar wie folgt die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung ("société à responsabilité limitée") zu beurkunden:

1. Rechtsform und Firma. Dieses Dokument ist die Satzung ("Satzung") der HERIP Master I S.à r.l. (die "Gesellschaft"), einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), die nach Luxemburger Recht, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der jeweils gültigen Fassung ("Gesetz von 1915"), gegründet wurde.

2. Gesellschaftssitz.

2.1 Der Sitz der Gesellschaft ("Gesellschaftssitz") ist in LuxemburgStadt, Großherzogtum Luxemburg.

2.2 Der Gesellschaftssitz der Gesellschaft kann:

2.2.1 an einen anderen Ort innerhalb derselben Gemeinde im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden,

(a) wenn der alleinige Geschäftsführer (im Sinne von Artikel 8.2) dies entscheidet, sofern die Gesellschaft zum gegebenen Zeitpunkt einen alleinigen Geschäftsführer hat; oder

(b) wenn die Geschäftsführung (im Sinne von Artikel 8.3) dies entscheidet, sofern die Gesellschaft zum gegebenen Zeitpunkt eine Geschäftsführung hat;

2.2.2 an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg (innerhalb oder außerhalb derselben Gemeinde) verlegt werden, wenn die Gesellschafter der Gesellschaft dies durch Beschluss ("Gesellschafterbeschluss") gemäß dieser Satzung - insbesondere gemäß Artikel 12.4 - und dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, insbesondere dem Gesetz von 1915, in der jeweils geltenden Fassung ("Luxemburger Recht") entscheiden.

2.3 Sofern eine militärische, politische, wirtschaftliche, soziale oder sonstige Lage eintritt oder als unmittelbar bevorstehend anzunehmen ist und sofern dadurch eine normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz verhindert wird, kann der Gesellschaftssitz bis zur völligen Wiederherstellung normaler Verhältnisse vorübergehend ins Ausland verlegt werden; diese vorübergehende Maßnahme betrifft jedoch in keiner Weise die Nationalität der Gesellschaft, welche ungeachtet der vorübergehenden Sitzverlegung stets eine Luxemburger Gesellschaft bleibt. Der Beschluss über die vorübergehende Sitzverlegung der Gesellschaft ins Ausland wird durch den alleinigen Geschäftsführer bzw. die Geschäftsführung getroffen.

2.4 Die Gesellschaft kann Büros und Niederlassungen im Großherzogtum Luxemburg und im Ausland unterhalten.

3. Gesellschaftszweck. Der Gesellschaftszweck besteht darin,

3.1 als Anlageholdinggesellschaft (investment holding company) zu fungieren und die Geschäfte der juristischen Personen zu koordinieren, an denen die Gesellschaft jeweils unmittelbare oder mittelbare Beteiligungen hält, und (durch Zeichnung, öffentliches Gebot, Kauf, Tausch oder in sonstiger Weise) Aktien, Anteile, Schuldverschreibungen, Obligationen, Anleihen und andere ausgegebene oder garantierte Wertpapiere oder Vermögensgegenstände zu erwerben, diese als Anlage zu halten, und sie zu verkaufen, zu tauschen bzw. auf sonstige Weise darüber zu verfügen;

3.2 Handelsgeschäfte und sonstige Geschäfte zu betreiben, sowie Geschäfte, Vermögen oder Verbindlichkeiten von Personen, die Handelsgeschäfte und sonstige Geschäfte betreiben, vollständig oder teilweise zu erwerben, zu übernehmen oder fortzuführen;

3.3 zu Konditionen, die der alleinige Geschäftsführer bzw. die Geschäftsführung für angemessen erachtet, Gelder und Mittel der Gesellschaft anzulegen oder mit diesen zu handeln, und beliebigen Personen Kredite und Darlehen mit oder ohne Sicherheitsleistung zu gewähren;

3.4 zu Konditionen, die der alleinige Geschäftsführer bzw. die Geschäftsführung für angemessen erachtet, Kredite aufzunehmen, Kapital zu beschaffen und Zahlungen sicherzustellen, was (soweit nach Luxemburger Recht zulässig) durch Ausgabe von Obligationen und anderen Wertpapieren oder Finanzierungsinstrumenten erfolgen kann, unabhängig davon, ob diese befristet oder unbefristet, wandelbar oder nicht wandelbar sind, oder ob dadurch (gegenwärtiges oder zukünftiges) Vermögen der Gesellschaft oder noch nicht abgerufenes Kapital ganz oder teilweise belastet wird, und solche Wertpapiere zu kaufen, zurückzukaufen, umzuwandeln und abzubezahlen;

3.5 Beteiligungen an Personengesellschaften zu erwerben, mit beliebigen Personen, auch Mitarbeitern der Gesellschaft, oder Personengesellschaften zu verschmelzen, zu fusionieren, oder sich zusammenschließen oder eine sonstige Vereinbarung zum Zwecke der Beteiligung an Gewinnen, der Bündelung von Interessen, der Zusammenarbeit, der Gründung eines Gemeinschaftsunternehmens (Joint Venture) o.ä. zu treffen;

3.6 Garantien, Garantieverträge oder Bürgschaften zu vereinbaren, sowie Sicherheiten für die Erfüllung der sich hieraus ergebenden Verpflichtungen oder für die Zahlung von Geldleistungen (auch solchen von juristische Personen, an denen die Gesellschaft eine direkte oder indirekte Beteiligung in beliebiger Höhe hält, oder Personen ("Holdinggesellschaft" (Holding Entity)), die Inhaber einer direkten oder indirekten Beteiligung an der Gesellschaft sind oder der gleichen Unternehmensgruppe angehören oder auf sonstige Weise mit der Gesellschaft geschäftlich oder unternehmerisch verbunden sind) bereitzustellen, dies gilt unabhängig davon, ob die Gesellschaft dadurch (mittelbar oder unmittelbar) eine Gegenleistung oder einen Vorteil erhält und unabhängig davon, ob eine persönliche Zusage oder ein Pfandrecht, eine Belastung oder ein dingliches Sicherungsrecht an einem Teil oder der Gesamtheit der Verpflichtungen, des Eigentums oder des (gegenwärtigen oder zukünftigen) Vermögens der Gesellschaft oder eine sonstige Sicherheit existiert; wobei der Begriff der "Garantie" im Sinne dieses Artikels 3.6 unabhängig von der genauen Bezeichnung jede Verpflichtung zur Zahlung, Erfüllung bzw. Bereitstellung von Geldern zur Zahlung oder Erfüllung von Schulden Dritter oder zur Sicherstellung von Zahlungen im Falle eines Zahlungsausfalls und jede anderweitige Haftung für die Verbindlichkeiten oder finanzielle Verpflichtungen anderer Personen umfasst;

3.7 bewegliches oder unbewegliches Vermögen sowie diesbezügliche Rechte oder Vorteile zu kaufen, zu pachten, auszutauschen, zu mieten oder anderweitig zu erwerben;

3.8 gegen ein Entgelt, das der alleinige Geschäftsführer bzw. die Geschäftsführung für angemessen erachtet, bewegliches oder unbewegliches Vermögen sowie Teile oder die Gesamtheit der Verpflichtungen oder des Unternehmens der Gesellschaft zu verkaufen, zu verpachten, auszutauschen, zu vermieten oder darüber zu verfügen, insbesondere auch gegen - voll oder teilweise eingezahlte - Aktien, Schuldverschreibungen und andere Wertpapiere beliebiger Personen, unabhängig davon, ob diese Personen Zwecke verfolgen, die denen der Gesellschaft (gänzlich oder teilweise) vergleichbar sind; solchermaßen erworbene Anteile, Schuldverschreibungen und Wertpapiere zu halten, sowie Vermögen und Rechte der Gesellschaft in Teilen oder als Ganzes zu optimieren, zu verwalten, zu entwickeln, zu verkaufen, auszutauschen, zu verpachten, zu belasten, darüber zu verfügen, zum Gegenstand von Optionsrechten zu machen, zu verwerten oder anderweitig damit zu verfahren;

3.9 Handlungen gemäß diesem Artikel 3 (a) weltweit, (b) als Geschäftsherr, Bevollmächtigter, Vertragspartner, Treuhänder oder sonstiges, (c) von oder über einen Treuhänder, Bevollmächtigten, Subunternehmer oder sonstigen (d) eigenständig oder zusammen mit einer oder mehreren anderen Personen vorzunehmen;

3.10 sämtliche Handlungen vorzunehmen, welche der alleinige Geschäftsführer bzw. die Geschäftsführung für die Erfüllung der Geschäftszwecke oder die Ausübung seiner Kompetenzen als förderlich oder zielführend erachtet (dies umfasst den Abschluss, die Erfüllung und Durchführung von Verträgen, Urkunden, Abkommen und Vereinbarungen mit oder zugunsten einer beliebigen Person);

WOBEI die Gesellschaft STETS solche Geschäfte unterlassen wird, die der Finanzaufsicht unterliegen oder für die nach Luxemburger Recht eine Gewerbe genehmigung erforderlich wäre, die die Gesellschaft aber nicht besitzt.

4. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

5. Stammkapital.

5.1 Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) eingeteilt in: eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Anteile der Klasse A (die "Klasse A Anteile"), eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Anteile der Klasse B (die "Klasse B Anteile"), eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Anteile der Klasse C (die "Klasse C Anteile"), eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Anteile der Klasse D (die "Klasse D Anteile"), eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Anteile der Klasse E (die "Klasse E Anteile"), eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Anteile der Klasse F (die "Klasse F Anteile"),

eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Anteile der Klasse G (die "Klasse G Anteile"), eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Anteile der Klasse H (die "Klasse H Anteile"), eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Anteile der Klasse I (die "Klasse I Anteile"), und eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Anteile der Klasse J (die "Klasse J Anteile"), jeweils ein "Anteil", und gemeinsam die "Anteile", mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-) und den Rechten und Pflichten, die in dieser Satzung festgelegt sind, und jede Klasse von Anteilen eine "Klasse". Die Inhaber der Anteile werden in dieser Satzung als "Gesellschafter" bezeichnet und der Begriff "Gesellschafter" im Singular ist entsprechend auszulegen.

Jeder Anteil verleiht das Recht zu einer Stimme bei ordentlichen und außerordentlichen Gesellschafterversammlungen.

5.2 Die Gesellschaft kann ein Aufgeldkonto ("Aufgeldkonto") eröffnen, auf welches Aufgelder einzuzahlen sind, die auf Anteile gezahlt werden. Über die Verwendung dieses Aufgeldkontos entscheidet/entscheiden der alleinige Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, die Geschäftsführung im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und der vorliegenden Satzung.

5.3 Die Gesellschaft kann Kapitalbeteiligungen oder sonstige Einlagen unbeschränkt annehmen, ohne Anteile oder andere Wertpapiere als Gegenleistung dafür auszugeben, und sie kann diese Einlagen auf einem oder mehreren Konten verbuchen. Entscheidungen darüber, wie diese Konten zu verwenden sind, sind von dem alleinigen Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Geschäftsführung gemäß dem Gesetz von 1915 und dieser Satzung zu treffen. Um Missverständnisse auszuschließen: Im Rahmen einer solchen Entscheidung kann die Einlage der Person zugeordnet werden, die die Einlage geleistet hat, dies ist aber nicht zwingend erforderlich.

5.4 Das Stammkapital der Gesellschaft kann ausschließlich durch einen Rückkauf mit darauffolgender Annullierung aller Anteile einer bestimmten Klasse erfolgen (ein "Anteilsrückkauf") wie dies von dem alleinigen Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Geschäftsführung von Zeit zu Zeit entschieden werden kann, vorausgesetzt dass die Gesellschaft zu keinem Zeitpunkt die Klasse A Anteile zurückkaufen und annullieren soll. Eine Kapitalherabsetzung durch den Rückkauf und die Annullierung einer Klasse soll nach der folgenden Reihenfolge erfolgen:

- (a) Klasse J Anteile;
- (b) Klasse I Anteile;
- (c) Klasse H Anteile;
- (d) Klasse G Anteile;
- (e) Klasse F Anteile;
- (f) Klasse E Anteile;
- (g) Klasse D Anteile;
- (h) Klasse C Anteile; und
- (i) Klasse B Anteile;

Bei dem Rückkauf und der Annullierung einer vollständigen Klasse, wird der Annullierungsbetrag von dem alleinigen Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Geschäftsführung im angemessenen Ermessen und im besten Interesse der Gesellschaft bestimmt, und wie von dem/den Gesellschafter(n) genehmigt, von der Gesellschaft an den/die Gesellschafter jeweils in Höhe ihrer Beteiligung in der jeweiligen Klasse fällig und zahlbar. Zur Vermeidung von Missverständnissen sei erwähnt dass die Gesellschaft ihren Zahlungsverpflichtungen durch Bezahlung, Sachleistungen oder Aufrechnung gerecht werden kann.

6. Unteilbarkeit der Anteile.

6.1 Die Anteile sind unteilbar.

6.2 Mehrere Personen können als Inhaber desselben Anteils eingetragen werden, sofern alle Inhaber eines Anteils die Gesellschaft schriftlich darüber in Kenntnis setzen, welcher Inhaber als Vertreter fungieren soll und die Gesellschaft wird den Vertreter so behandeln, als ob er der einzige Gesellschafter wäre; dies gilt auch in Bezug auf Abstimmungsrechte und Dividenden- oder sonstige Zahlungsansprüche.

7. Übertragung von Anteilen.

7.1 Solange die Gesellschaft nur einen Gesellschafter hat, sind die Anteile frei übertragbar.

7.2 Solange die Gesellschaft mehr als einen Gesellschafter hat,

7.2.1 dürfen mit Ausnahme eines Todesfalls eines Gesellschafters Anteile nicht an Personen übertragen werden, die keine Gesellschafter sind, es sei denn, die Übertragung wurde bei einer Gesellschafterversammlung mit einer Mehrheit von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel der Anteile halten, genehmigt;

7.2.2 dürfen Anteile im Falle des Todes eines Gesellschafters nicht an Personen übertragen werden, die keine Gesellschafter sind, es sei denn, die Übertragung wurde bei einer Gesellschafterversammlung mit einer Mehrheit der überlebenden Gesellschafter, die mindestens drei Viertel der Anteile halten, genehmigt, oder die Voraussetzungen von Artikel 189 des Gesetzes von 1915 liegen vor;

7.2.3 erfolgt die Übertragung von Anteilen vorbehaltlich der Bestimmungen der Artikel 189 und 190 des Gesetzes von 1915.

8. Geschäftsführung.

8.1 Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern ("Geschäftsführer") geführt, die durch einen Gesellschafterbeschluss bestellt werden, der gemäß Luxemburger Recht und dieser Satzung gefasst wird. Die Geschäftsführer können, müssen jedoch nicht unbedingt, als Klasse A Geschäftsführer ("Klasse A Geschäftsführer") oder als Klasse B Geschäftsführer ("Klasse B Geschäftsführer") ernannt werden.

8.2 Wenn die Gesellschaft zum maßgeblichen Zeitpunkt nur einen Geschäftsführer hat, wird dieser in der vorliegenden Satzung als "alleiniger Geschäftsführer" bezeichnet.

8.3 Wenn die Gesellschaft gegebenenfalls mehr als einen Geschäftsführer hat, bilden diese eine Geschäftsführung (conseil de gérance) ("Geschäftsführung").

8.4 Ein Geschäftsführer kann durch Gesellschafterbeschluss, der gemäß Luxemburger Recht und dieser Satzung gefasst wird, jederzeit aus einem jedweden Grund seines Amtes enthoben werden.

9. Befugnisse der Geschäftsführung. Die Geschäftsführung - bzw. der alleinige Geschäftsführer, wenn die Gesellschaft nur einen Geschäftsführer hat, - ist befugt, sämtliche Handlungen vorzunehmen, die notwendig oder zweckmäßig sind, um den Gesellschaftszweck zu erfüllen, sofern diese Handlungen nicht gemäß Luxemburger Recht oder diese Satzung ausdrücklich den Gesellschaftern vorbehalten sind.

10. Vertretung. Gemäß Luxemburger Recht und der vorliegenden Satzung wird die Gesellschaft gegenüber Dritten folgendermaßen vertreten oder wirksam verpflichtet:

10.1 Sofern die Gesellschaft einen alleinigen Geschäftsführer hat, durch die alleinige Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers;

10.2 sofern die Gesellschaft mehr als einen (1) Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift zweier (2) Geschäftsführer, oder im Falle von verschiedenen Klassen von Geschäftsführern, der gemeinsamen Unterschrift von jeweils einem (1) Klasse A Geschäftsführer und einem (1) Klasse B Geschäftsführer.

11. Sitzungen der Geschäftsführung.

11.1 Im Fall einer Mehrheit von Geschäftsführern, ernennt die Geschäftsführung aus ihrer Mitte einen Vorsitzenden und kann einen oder mehrere stellvertretende Vize-Vorsitzende ernennen.

11.2 Der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, die Geschäftsführung kann einen Sekretär ernennen, der kein Geschäftsführer sein muss und für die Führung des Protokolls von Versammlungen der Geschäftsführung und von Gesellschafterversammlungen verantwortlich ist.

11.3 Der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, die Geschäftsführung kann jeweils Bevollmächtigte ("Officers") der Gesellschaft ernennen, einschließlich eines Managing Directors, eines General Managers, eines Assistant Managers oder sonstiger Bevollmächtigte, die im Hinblick auf den Betrieb und die Verwaltung der Gesellschaft für erforderlich gehalten werden. Bevollmächtigte müssen keine Geschäftsführer oder Gesellschafter der Gesellschaft sein. Die ernannten Bevollmächtigten haben die ihnen von dem Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, von der Geschäftsführung zugewiesenen Befugnisse und Pflichten.

11.4 Die Geschäftsführung versammelt sich auf Einladung des Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern an dem in der jeweiligen Einladung genannten Ort.

11.5 Die Einladung zu einer Versammlung der Geschäftsführung erfolgt schriftlich bzw. per Kabel, Telegramm, Telex, Fax oder auf elektronischem Wege und soll mindestens vierundzwanzig Stunden vor der Versammlung zugestellt werden. Die Einladung beinhaltet die Tagesordnung der Versammlung. Ein nicht in der Tagesordnung enthaltener Agenda-Punkt kann nicht rechtsgültig in der Versammlung beraten werden. Auf die Einberufung zur Versammlung der Geschäftsführer kann verzichtet werden mittels schriftlicher Einwilligung bzw. mittels einer Zustellung der Mitteilung per Kabel, Telegramm, Telex, Fax oder elektronischer Mittel. Das Erfordernis der Einberufung gilt als verzichtet für alle in der Versammlung anwesenden oder durch Vollmacht vertretenen Geschäftsführer. Für die Versammlungen, die gemäß einem durch Beschluss der Geschäftsführer festgesetzten Zeitplan abgehalten werden, ist keine zusätzliche Einladung zur Versammlung erforderlich.

11.6 Jeder Geschäftsführer kann sich in der Versammlung der Geschäftsführer durch einen anderen Geschäftsführer vertreten lassen, in dem er schriftlich bzw. per Kabel, Telefax, Telegramm, Telex, einen anderen Geschäftsführer als seinen Bevollmächtigten ernennt.

11.7 Eine Versammlung der Geschäftsführer per Telefon oder VideoKonferenzschaltung oder jeder anderen Art von Audio- oder Videokommunikation, an der ein Quorum von Geschäftsführern teilnimmt, ist genauso bindend als ob alle Geschäftsführer persönlich anwesend gewesen wären, vorausgesetzt, ein Protokoll wurde erstellt und vom Vorsitzenden der Geschäftsführungssitzung unterzeichnet.

11.8 Die Geschäftsführung kann rechtsgültig Beschlüsse fassen, wenn mindestens die Mehrheit der Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der Geschäftsführer gefasst, welche bei der Sitzung anwesend oder vertreten sind. Nicht persönlich anwesende oder nicht vertretene Geschäftsführer können schriftlich bzw. durch Kabel, Telegramm, Telex, Fax oder durch Einsatz anderer elektronischer Mittel an der Abstimmung teilnehmen.

11.9 Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

11.10 Umlaufbeschlüsse, die von allen Geschäftsführern unterzeichnet wurden, sind genauso rechtswirksam und bindend, als ob die Sitzung ordnungsgemäß einberufen und abgehalten worden wäre. Die Unterschrift der Geschäftsführer kann auf einer einzelnen Ausfertigung bzw. auf mehreren Ausfertigungen eines jeden Beschlusses vermerkt sein, und auch per Brief, Telefax oder Telex bestätigt werden. Diese Beschlüsse treten in Kraft am Tage des im Umlaufbeschluss vermerkten Datums. Sollte dort kein spezielles Datum vermerkt sein, wird der Umlaufbeschluss gültig an dem Tag, an dem die letzte Unterschrift getätigt wird.

11.11 Beschlüsse, die durch elektronische Mittel wie z.B. per E-Mail, ein Telegramm oder ein Telex gefasst werden, müssen anschließend durch einen Zirkularbeschluss formalisiert werden. Das Inkrafttreten des Zirkularbeschlusses erfolgt am Tage der letzten Zustimmungserklärung, welche die Gesellschaft in elektronischer Form erhielt. Die Zustimmungen von allen Mitgliedern der Geschäftsführung werden dem Umlaufbeschluss beigelegt und bilden dabei einen integralen Bestandteil derselben, wobei der Umlaufbeschluss die zuvor in elektronischer Form gefassten Beschlüsse bestätigt.

11.12 Umlaufbeschlüsse können nur durch einstimmigen Beschluss aller Geschäftsführer gefasst werden.

11.13 Die Protokolle der Sitzungen der Geschäftsführung müssen durch den Vorsitzenden der Sitzung unterzeichnet werden.

11.14 Kopien oder Auszüge dieser Protokolle, welche für die Zwecke von juristischen Verfahren oder andersweitig erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Geschäftsführung oder seinem zeitweisen Vertreter in dieser Sitzung oder von zwei Geschäftsführern zu unterzeichnen.

12. Beschlüsse der Gesellschafterversammlung.

12.1 Jedem Gesellschafter steht für jeden Anteil, dessen Inhaber er ist, eine (1) Stimme zu.

12.2 Vorbehaltlich der Artikel 12.3, 12.4 und 12.5 sind Beschlüsse der Gesellschafterversammlung nur wirksam, wenn sie von einer Mehrheit von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte der Anteile halten, gefasst wurden; sofern diese Zahl bei der ersten Sitzung oder der ersten schriftlichen Befragung nicht erreicht wird, werden die Gesellschafter durch Einschreiben ein zweites Mal einberufen bzw. befragt, wobei der Beschluss mit einer Mehrheit der abgegebenen Stimmen, unabhängig von der Anzahl der vertretenen Anteile gefasst wird.

12.3 Die Änderung der Nationalität der Gesellschaft sowie die Erhöhung der Verpflichtungen der Gesellschafter gegenüber der Gesellschaft kann die Gesellschafterversammlung nur einstimmig beschließen.

12.4 Vorbehaltlich der Bestimmungen des Artikels 12.3 bedarf ein Beschluss zur Änderung dieser Satzung (inklusive einer Verlegung vom Gesellschaftssitz) vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen einer zahlenmäßigen Mehrheit von Gesellschaftern, die mehr als drei Viertel der Anteile halten.

12.5 Ein Beschluss zur Auflösung der Gesellschaft oder zur Festlegung der Art und Weise der Abwicklung der Gesellschaft und/oder zur Ernennung der Liquidatoren ist gemäß Luxemburger Recht zu fassen.

12.6 Eine Gesellschafterversammlung ("Gesellschafterversammlung") kann auch bei Nichtbefolgung sämtlicher oder einzelner formaler Anforderungen an die Einberufung einer Gesellschafterversammlung wirksam beraten und Beschlüsse fassen, falls alle Gesellschafter auf die Einhaltung dieser formalen Erfordernisse schriftlich oder bei der betreffenden Gesellschafterversammlung persönlich oder durch einen bevollmächtigten Vertreter verzichtet haben.

12.7 Ein Gesellschafter kann auf einer Gesellschafterversammlung vertreten werden, indem er schriftlich (auch per Fax, E-Mail oder auf vergleichbarem Weg) einen Stellvertreter oder Bevollmächtigten bestellt, der kein Gesellschafter zu sein braucht.

12.8

12.8.1 Sofern die Gesellschaft zum gegebenen Zeitpunkt nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, können Gesellschafterbeschlüsse durch eine Abstimmung der Gesellschafter außerhalb einer Gesellschafterversammlung im Umlaufverfahren gefasst werden, sofern jeder Gesellschafter den genauen Wortlaut der zu treffenden Beschlüsse oder Entscheidungen erhält.

12.8.2 Die Mehrheitserfordernisse für Beschlussfassungen der Gesellschafterversammlung gelten für schriftliche Beschlussfassungen im Umlaufverfahren der Gesellschafter entsprechend sinngemäß. Außer sofern nach Luxemburger Recht erforderlich, existieren für schriftliche Beschlussfassungen der Gesellschafter keine Anforderungen an die Beschlussfähigkeit. Schriftliche Beschlüsse der Gesellschafter werden vorbehaltlich der Anforderungen der Artikel 12.8.1 und 12.8.2 unverzüglich mit Eingang der Originale (oder der per Fax oder als E-Mail-Anlagen übermittelter Kopien) bei der Gesellschaft wirksam, unabhängig davon, ob alle Gesellschafter abgestimmt haben oder nicht.

13. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres, (alle Daten jeweils einschließlich).

14. Ausschüttungen.

14.1 Vom Nettogewinn der Gesellschaft, der in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Recht ermittelt wird, werden fünf Prozent (5%) in eine gesetzliche Rücklage eingestellt. Diese Verpflichtung zur Bildung der Rücklage verliert ihren zwingenden Charakter, sobald die gesetzliche Rücklage ein Zehntel des Gesellschaftskapitals erreicht.

14.2 Vorbehaltlich der Bestimmungen des Luxemburger Rechts und der vorliegenden Satzung kann die Gesellschaft durch Beschluss des Gesellschafters/der Gesellschafter Dividenden beschließen und festsetzen. Die Entscheidung zur

Ausschüttung und die Bestimmung des Betrags dieser Ausschüttung werden von den Gesellschaftern getroffen und diese Dividende soll in der folgenden Reihenfolge ausgeschüttet werden:

- zuerst an den/die Inhaber der Klasse A Anteile, der/die einen Anspruch auf eine Vorzugsdividende die einem Betrag von 10% des Nennwertes aller der von diesem/n Inhaber gehaltenen Klasse A Anteile entspricht haben soll/en, dann,
- an den/die Inhaber der Klasse B Anteile, der/die einen Anspruch auf eine Vorzugsdividende die einem Betrag von 9% des Nennwertes aller der von diesem/n Inhaber gehaltenen Klasse B Anteile entspricht haben soll/en, dann,
- an den/die Inhaber der Klasse C Anteile, der/die einen Anspruch auf eine Vorzugsdividende die einem Betrag von 8% des Nennwertes aller der von diesem/n Inhaber gehaltenen Klasse C Anteile entspricht haben soll/en, dann,
- an den/die Inhaber der Klasse D Anteile, der/die einen Anspruch auf eine Vorzugsdividende die einem Betrag von 7% des Nennwertes aller der von diesem/n Inhaber gehaltenen Klasse D Anteile entspricht haben soll/en, dann,
- an den/die Inhaber der Klasse E Anteile, der/die einen Anspruch auf eine Vorzugsdividende die einem Betrag von 6% des Nennwertes aller der von diesem/n Inhaber gehaltenen Klasse E Anteile entspricht haben soll/en, dann,
- an den/die Inhaber der Klasse F Anteile, der/die einen Anspruch auf eine Vorzugsdividende die einem Betrag von 5% des Nennwertes aller der von diesem/n Inhaber gehaltenen Klasse F Anteile entspricht haben soll/en, dann,
- an den/die Inhaber der Klasse G Anteile, der/die einen Anspruch auf eine Vorzugsdividende die einem Betrag von 4% des Nennwertes aller der von diesem/n Inhaber gehaltenen Klasse G Anteile entspricht haben soll/en, dann,
- an den/die Inhaber der Klasse H Anteile, der/die einen Anspruch auf eine Vorzugsdividende die einem Betrag von 3% des Nennwertes aller der von diesem/n Inhaber gehaltenen Klasse H Anteile entspricht haben soll/en, dann,
- an den/die Inhaber der Klasse I Anteile, der/die einen Anspruch auf eine Vorzugsdividende die einem Betrag von 2% des Nennwertes aller der von diesem/n Inhaber gehaltenen Klasse I Anteile entspricht haben soll/en, dann,
- an den/die Inhaber der Klasse J Anteile, der/die einen Anspruch auf eine Vorzugsdividende die einem Betrag von 1% des Nennwertes aller der von diesem/n Inhaber gehaltenen Klasse J Anteile entspricht haben soll/en.

14.3 Wenn die Gesellschaft entscheidet, eine Ausschüttung aus (i) den Jahresüberschüssen, (ii) Gewinnvorträgen und/oder (ii) verfügbaren Reserven, an die Gesellschafter vorzunehmen, ist der entsprechende Ausschüttungsbetrag zuerst den Inhabern der entsprechenden Klasse von Anteilen als Vorzugsdividende auszuschütten. Danach sollen alle verbleibende Beträge an die Gesellschafter der Anteile der Klasse J ausgeschüttet werden oder, wenn alle Anteile der Klasse J zurückgekauft und annulliert wurden, der vorangehenden Klasse von Anteilen (in umgekehrter alphabetischer Reihenfolge). Wenn zu der Zeit der Ausschüttung eine Klasse von Anteilen gemäß Artikel 5 zurückgekauft und annulliert wurde, dann soll die Ausschüttung, zu welcher die Inhaber dieser Klasse von Anteilen berechtigt gewesen wären, der vorangehenden Klasse von Anteilen (in umgekehrter alphabetischer Reihenfolge) zugeteilt werden.

14.4 Der alleinige Geschäftsführer oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, die Geschäftsführung kann beschließen, vor Ende des Geschäftsjahres Zwischendividenden an den oder die Gesellschafter im Einklang mit in Artikel 14.2 der vorliegenden Satzung genannten Vorschriften auszuzahlen, wenn aus dem Abschluss hervorgeht, dass ausreichende Mittel zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei (i) die auszuschüttenden Beträge die seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres realisierten Gewinne, zuzüglich vorgetragener Gewinne und ausschüttungsfähiger Rücklagen, aber abzüglich vorgetragener Verluste und solcher Beträge, die in Rücklagen einzustellen sind, die gemäß dem Gesetz von 1915 oder dieser Satzung zu bilden sind - nicht übersteigen dürfen, und (ii) ausgeschüttete Summen, die nicht durch tatsächliche Gewinne gedeckt sind, von dem oder den jeweiligen Gesellschafter(n) zurückgefordert werden können.

15. Auflösung und Liquidation. Über die Liquidation der Gesellschaft wird durch die Gesellschafterversammlung gemäß Luxemburger Recht und Artikel 12 entschieden. Wenn die Gesellschaft zum maßgeblichen Zeitpunkt nur einen (1) Gesellschafter hat, kann dieser Gesellschafter beschließen, die Gesellschaft abzuwickeln, indem er persönlich alle bekannten oder unbekanntes Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft übernimmt. Nachdem alle ausstehenden Schulden und Verbindlichkeiten, einschließlich Steuer- und Abwicklungskosten, beglichen worden sind, sind die verbleibenden Nettovermögenswerte der Gesellschaft an den/die Gesellschafter so auszuschütten, dass insgesamt das gleiche wirtschaftliche Ergebnis wie das im Sinne der Ausschüttungsregeln für Dividenden in Artikel 14.2 dieser Satzung erreicht wird.

16. Auslegung und Luxemburger recht.

16.1 Sofern in dieser Satzung nicht anders definiert, haben die hierin benutzen großgeschriebenen Begriffe die folgende Bedeutung:

"Verfügbarer Betrag"

bedeutet für jede Klasse den vollständigen Betrag des Nettogewinns der Gesellschaft (inklusive Gewinnvorträge) erhöht durch (i) die jeweiligen frei ausschüttbaren Reserven und/oder den Anteilen zugeteiltem Aufgeld, und (ii), gegebenenfalls, durch den Betrag der Kapitalherabsetzung und der Reduzierung der gesetzlichen Rücklage bezüglich der zurückzukaufenden und zu annullierenden Klasse von Anteilen, jedoch reduziert durch (i) jegliche positiv bilanzierte Verluste (einschließlich Verlustvorträge), (ii) jegliche von Gesetzes wegen (im Sinne des Gesetzes von 1915) oder kraft dieser Satzung in Rücklagen einzuzahlenden Summen, jeweils so wie in den entsprechenden Zwischenabschlüssen wiedergegebenen Maße (zu Vermeidung von Missverständnissen, ohne

Doppelzählung), (iii) jegliche Dividenden zu denen der/die Inhaber der Anteile gemäß dieser Satzung berechtigt ist/sind (z.B. jegliche Gewinnberechtigung), so dass:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + PE),$$

wobei:

AA = Verfügbarer Betrag;

NP = Nettogewinn (einschließlich Gewinnvorträge);

P = jegliche frei verfügbaren Rücklagen (einschließlich Aufgeld), wie durch den Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, die Geschäftsführung bestimmt, wobei, um Missverständnisse auszuschließen, der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, die Geschäftsführung nach seinem/ihrer Ermessen entscheidet, den Gesamtbetrag oder einen Teilbetrag solcher frei verfügbaren Rücklagen einzubeziehen oder auszuschließen;

CR = der Betrag der Kapitalherabsetzung und der Reduzierung der gesetzlichen Rücklage bezüglich der zu annullierenden Klasse von Anteilen;

L = als positiv bilanzierte Verluste (einschließlich Verlustvorträge);

LR = jegliche, nach den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 oder dieser Satzung, den Rücklagen zu zuordnende Summen.

PE = Gewinnberechtigung (feste jährliche Ausschüttungen zu denen der/die Inhaber der Anteile gemäß dieser Satzung berechtigt ist/sind).

"Annullierungsbetrag"	bedeutet ein Betrag, der den Verfügbaren Betrag, bezüglich der jeweiligen Klasse von Anteilen, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 oder dieser Satzung nicht übersteigt.
"Zwischenabschlüsse"	bedeutet die Zwischenabschlüsse der Gesellschaft zu dem entsprechenden Datum der Zwischenabschlüsse.
"Datum der Zwischenabschlüsse"	bedeutet das Datum, das nicht mehr als dreißig (30) Tage und nicht weniger als zehn (10) Tage vor dem Datum des Rückkaufs und der Annullierung der jeweiligen Klasse liegt.
"Gewinnberechtigung"	bedeutet die festen jährlichen Ausschüttungen zu denen der/die Inhaber der Anteile, die nicht zurückgekauft werden, gemäß dieser Satzung berechtigt ist/sind).

16.2 In der vorliegenden Satzung

16.2.1 gilt jeweils Folgendes:

(a) Bei Verwendung eines grammatikalischen Geschlechts zur Bezeichnung von Personen sind Personen des anderen Geschlechts ebenfalls gemeint;

(b) Begriffsverwendungen in Einzahl und Mehrzahl sind jeweils austauschbar, sofern sich aus dem Zusammenhang nichts anderes ergibt;

(c) vom Begriff der "Person" sind natürliche Personen, Unternehmen, Gesellschaften und sonstige juristische Personen, Regierungen, Staaten oder staatliche Behörden oder Joint Ventures, Vereine, Personengesellschaften, Betriebsräte oder Arbeitnehmervertretungen (mit oder ohne eigene Rechtspersönlichkeit) umfasst;

(d) beim Verweis auf gesetzliche Bestimmungen oder Gesetze sind diesbezügliche Änderungen und geänderte oder unveränderte Neufassungen der Bestimmungen oder Gesetze ebenfalls umfasst;

16.2.2 sollen Formulierungen wie "sind ebenfalls gemeint" oder "sind umfasst" oder "einschließlich" so verstanden werden, als würden Worte wie "...aber nicht ausschließlich..." oder "...aber nicht begrenzt auf..." oder "...aber nicht eingeschränkt auf..." diesen Formulierungen nachstehen; allgemeine Begriffe sind nicht deshalb einschränkend auszulegen, weil davor oder danach konkretere Handlungen, Begriffe oder Beispiele stehen;

16.2.3 lassen die Überschriften die Auslegung dieser Satzung unberührt.

16.3 Ergänzend zu dieser Satzung gelten für die Gesellschaft alle anwendbaren Bestimmungen Luxemburger Rechts."

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2016.

Zeichnung - Zahlung

Das Gesellschaftskapital wurde wie folgt gezeichnet:

Zeichner	Anteile
Heitman European Residential Investment Partners I SCSp, vorbenannt	1.250 Klasse B Anteile 1.250 Klasse C Anteile 1.250 Klasse D Anteile 1.250 Klasse E Anteile 1.250 Klasse F Anteile 1.250 Klasse G Anteile 1.250 Klasse H Anteile 1.250 Klasse I Anteile <u>1.250 Klasse J Anteile</u>
Gesamt	12.500 Anteile

Alle Anteile wurden vollständig durch eine Bareinlage von jeweils einem Euro (EUR 1.-) und einen Zeichnungspreis von insgesamt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500.-) eingezahlt. Der Nachweis dieser Zahlung und dass ein Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) der Gesellschaft zur Verfügung gestellt wurde, ist dem Notar vorgelegt worden, der die Entgegennahme dieses Zahlungsnachweises ausdrücklich feststellte.

Kosten

Die von der Gesellschaft infolge dieser Urkunde und/oder der Gründung der Gesellschaft zu tragenden Kosten einer jedweden Form, belaufen sich auf tausenddreihundert Euro (EUR 1.300,-).

Beschlüsse des Alleingeschafters

Sofort nach der Gründung der Gesellschaft hat die oben genannte Person, wie vorstehend vertreten, die das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertritt und die der Gesellschafterversammlung übertragenen Befugnisse ausübt, die folgenden Beschlüsse gefasst:

1. Jede der folgenden Personen wird als Geschäftsführer der Gesellschaft für eine unbestimmte Zeit ernannt:

- Herr Gordon BLACK, Geschäftsführer, geboren am 23. April 1965 in Royal Oak, Michigan, Vereinigte Staaten, mit beruflicher Anschrift in 8, Hanover Street, third floor, W1S 1YQ London, Vereinigtes Königreich; und

- Herr Piotr ANDRZEJEWSKI, Geschäftsführer, geboren am 31. August 1978 in Sokolka, Polen, mit beruflicher Anschrift in 26B, boulevard Royal, L-2449 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

2. Der Gesellschaftssitz ist in 26B, boulevard Royal, L-2449 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Feststellung

Der unterzeichnete Notar, der der englischen Sprache kundig ist, stellt hiermit fest, dass auf Verlangen der vorstehend genannten Person die vorliegende Urkunde in englischer Sprache abgefasst wurde, gefolgt von einer deutschen Fassung. Auf Wunsch der vorstehend genannten Person ist bei Widersprüchen zwischen der englischen und der deutschen Fassung die englische Fassung maßgeblich.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Bevollmächtigte der Komparentin, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat dieselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Bocklandt, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 03 février 2016. Relation: 1LAC/2016/3821. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Luxemburg, den Februar. 09 2016.

Référence de publication: 2016065270/814.

(160027225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2016.

E-TPA S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5550 Remich, 22, rue de Macher.

R.C.S. Luxembourg B 204.419.

L'an deux mille seize, le vingt-quatre février.

Par-devant Maître Patrick SERRES, notaire de résidence à Remich (Grand-Duché de Luxembourg).

a comparu:

Monsieur Jabir CHAKIB, chef de projet, demeurant à L-5421 Erpeldange, 3b, Schmattegaass.

Laquelle personne comparante a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer par les présentes et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} - Objet - Raison sociale - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente une société à responsabilité limitée luxembourgeoise qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces sociétés ou entreprises ou participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société pourra procéder au développement, l'acquisition, l'exploitation, la vente et la distribution de droits intellectuels relatifs à des logiciels au sens de la Loi du 22 mai 2009. Elle réalisera son objet directement ou par le biais de participations dans d'autres sociétés ou des accords de coopération. La Société pourra réaliser son objet tant au Luxembourg qu'à l'étranger. Elle pourra développer toute autre activité industrielle, commerciale, ou immobilière susceptible de contribuer à la réalisation de son objet principal et dans ce cadre, elle pourra s'intéresser à la constitution, gestion et financement, sous quelque forme que ce soit, d'autres entreprises. Tout ceci pour autant que la société qualifiera comme une société de participations financières.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. La Société pourra aussi donner des garanties et nantir, transférer, grever, ou créer de toute autre manière et accorder des sûretés sur toutes ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société, et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

La Société peut apporter toutes prestations de services aux entreprises dans le domaine de secrétariat de sociétés, de gestion de projet, études de marché, analyse et optimisation des structures de groupe de sociétés et mise à disposition des consultants.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société prend la dénomination de «E-TPA S.à r.l.».

Art. 5. Le siège social est établi dans la commune de Remich. Il pourra être déplacé dans la même commune par simple décision de la gérance de la société.

Il peut être transféré en dehors de cette commune en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés.

La Société peut ouvrir des agences ou succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (12.500.- EUR) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq Euros (125.- EUR) chacune.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le surplus, il est renvoyé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés, voire de l'associé unique, ne mettent pas fin à la société.

Titre III. - Administration et gérance

Art. 9. La société est administrée et gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

A défaut de disposition contraire, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social.

Art. 10. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre des parts qui lui appartiennent; chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 11. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les modifications des statuts doivent être décidées à la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social. Néanmoins le changement de nationalité de la société requiert l'unanimité des voix des associés.

Art. 12. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par celui-ci. Les dispositions des articles 200-1 et 200-2 de la loi sur les sociétés commerciales sont alors applicables.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 14. Du bénéfice net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour la constitution d'un fonds de réserve légal jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10 %) du capital. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale des associés.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 16. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés, qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 17. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les dispositions légales s'appliqueront.

Souscription et libération

Toutes les cent (100) parts sociales ont été entièrement souscrites par Monsieur Jabir CHAKIB, prénommé, et ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euros (12.500.- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution sont évalués à mille cent euros (1.100.- EUR).

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt l'associé unique représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

- 1.- Le siège social de la société est établi à L-5550 Remich, 22, rue de Macher.
- 2.- Est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Jabir CHAKIB, prénommé.

Vis-à-vis des tiers, le gérant a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et l'engager valablement par sa seule signature.

Déclaration

Le comparant déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, et du règlement grand-ducal du 1^{er} février 2010, être le bénéficiaire réel et final de la société ci-dessus et certifie que les fonds/biens/droits ne proviennent d'aucune infraction pénale.

Remarque

Avant la clôture des présentes, le notaire instrumentant a attiré l'attention sur la nécessité d'obtenir des autorités compétentes les autorisations requises pour exercer les activités plus amplement décrites comme objet social à l'article deux des présents statuts.

Dont acte, fait et passé à Remich, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée par le notaire instrumentant, la personne comparante, connue du notaire par nom, prénom, état et demeure, a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. CHAKIB, Patrick SERRES.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 26 février 2016. Relation: GAC/2016/1484. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): N. DIEDERICH.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 08 mars 2016.

Référence de publication: 2016076433/120.

(160041334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Immo.Pacha S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2611 Luxembourg, 7, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 204.441.

—
STATUTS

L'an deux mille seize,

Le vingt-trois février,

Par-devant Maître Carlo GOEDERT, notaire de résidence à Dudelange,

Ont comparu:

1) Monsieur Michel MALUNGU N'KIAMBI, employé privé, né à Kinshasa (Congo) le 22 janvier 1978, demeurant à L-5447 Schwebsingen, 2, rue du Port,

2) Monsieur Ndanda NZEYIMO, employé privé, né à Kinshasa (Congo) le 7 juillet 1957, demeurant à L-2349 Luxembourg, 48, rue des Prés.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils vont constituer par les présentes:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé par les présentes entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts.

La Société comporte initialement plusieurs associés; elle peut, à toute époque, devenir société unipersonnelle par la réunion de toutes les parts sociales en une seule main, puis redevenir une société à plusieurs associés par suite de cession ou de transmission totale ou partielle des parts sociales ou de création de parts nouvelles.

Art. 2. Objet. La Société a pour objet social, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, pour compte propre ou pour compte de tiers, toutes opérations généralement quelconques se rapportant à l'achat, la vente, la location de toutes propriétés immobilières avec ou sans promesse de vente, la gérance et l'administration ou l'exploitation de tous immeubles, la promotion immobilière ainsi que la gestion d'un syndic de copropriété et l'administration de biens et toutes opérations auxquelles les immeubles peuvent donner lieu, qu'elles soient commerciales, financières, mobilières ou immobilières, et l'exploitation d'une agence immobilière.

La Société a également pour objet l'exploitation d'un débit de boissons alcoolisées et non alcoolisées avec restauration et d'un établissement d'hébergement.

D'une façon générale, la Société pourra effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières et financières, pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La Société prend la dénomination de «Immo.Pacha S.à r.l.».

Art. 5. Siège social. Le siège de la Société est établi dans la commune de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'associé ou des associés, selon le cas. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune par une décision du gérant ou conseil de gérance.

Des succursales ou bureaux pourront être établis partout, au Luxembourg ou à l'étranger, où la gérance le jugera utile

Art. 6. Capital social. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.- €) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125.- €) chacune.

Art. 7. Modification du capital social. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 8. Droits et obligations attachés aux parts sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social.

L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés; en cas de pluralité d'associés toute part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants-droits ou héritiers de l'associé unique ou de l'un des associés ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la Société, ni faire procéder à aucun inventaire judiciaire des valeurs sociales; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés, selon le cas.

Art. 9. Indivisibilité des parts sociales. Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Au cas où une part est détenue en usufruit et en nue-propiété, le droit de vote sera exercé en toute hypothèse par l'usufruitier.

Art. 10. Cession et transmission des parts.

1. Cessions et transmissions en cas d'associé unique.

Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

2. Cessions et transmissions en cas de pluralité d'associés.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément unanime de tous les associés. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant le même agrément unanime.

Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises soit à des descendants soit au conjoint survivant.

Dans les cas où la cession ou transmission de parts est soumise à l'agrément des associés restants, ces derniers ont un droit de préférence pour le rachat des parts à céder, en proportion du nombre de parts qu'ils possèdent au moment de la cession. En cas de l'exercice de leur droit de préférence par les associés restants et en cas de désaccord sur le prix de rachat, le prix de rachat des parts sociales se calcule sur la base du bilan moyen des trois dernières années et, si la Société ne compte pas trois exercices, sur la base du bilan de la dernière ou de ceux des deux dernières années.

Art. 11. Décès, incapacité, faillite ou déconfiture de l'associé ou de l'un des associés. Le décès, l'incapacité, la mise en tutelle ou en curatelle, la faillite, la déconfiture de l'associé unique ou de l'un des associés, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 12. Gérance. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non-associés.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la Société, quelle que soit la nature ou l'importance des opérations, à condition qu'elles rentrent dans l'objet de la Société. Le ou les gérants représentent, de même, la Société en justice soit en demandant, soit en défendant.

Le ou les gérants sont nommés avec ou sans limitation de durée, soit dans les statuts, soit par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés.

Dans ce dernier cas, l'associé unique ou l'assemblée générale, lors de la nomination du ou des gérants, fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, en cas de pluralité de gérants, les pouvoirs et attributions des différents gérants.

L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale pourra décider la révocation du gérant sans qu'il soit besoin d'une décision judiciaire à cet effet. La révocation pourra être décidée, non seulement pour des causes légitimes, mais encore pour toutes raisons, quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine de l'associé unique ou des associés. Le gérant peut pareillement se démettre de ses fonctions. L'associé unique ou les associés décideront de la rémunération du gérant.

Art. 13. Le décès du gérant, associé ou non, sa démission ou sa révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraînent pas la dissolution de la Société.

Les créanciers, héritiers et ayants-cause du gérant ne peuvent en aucun cas faire apposer les scellés sur les biens et documents de la Société.

Art. 14. Le gérant ne contracte, à raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société. Simple mandataire il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 15. Décisions de l'associé ou des associés.

1. Lorsque la Société ne compte qu'un associé, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des associés.

Les décisions de l'associé unique sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

2. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social, à moins que la loi ou les présents statuts n'en disposent autrement.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre des parts sociales qu'il possède.

Art. 16. Année sociale. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre.

Art. 17. Inventaire - Bilan. Chaque année, le trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire et établit les comptes annuels conformément à la loi. Tout associé peut prendre au siège social communication de l'inventaire et des comptes annuels.

Art. 18. Répartition des bénéfices. L'excédent favorable du compte de résultats, déduction faite des frais généraux, amortissements et provisions, résultant des comptes annuels constitue le bénéfice net de l'exercice.

Sur ce bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais reprend du moment que ce dixième est entamé.

Le surplus recevra l'affectation que lui donnera l'associé unique ou l'assemblée générale des associés.

Art. 19. Dissolution - Liquidation. Lors de la dissolution de la Société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation sera faite pour un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés, selon le cas, par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Disposition générale. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts l'associé unique ou les associés, selon le cas, se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire.

Le premier exercice commence aujourd'hui et finit le trente-et-un décembre 2016.

Souscription et paiement

Les cent parts sociales (100) ont été souscrites comme suit par:

1. Monsieur Michel MALUNGU N'KIAMBI prénommé,	60 parts
2. Monsieur Ndanda NZEYIMO prénommé,	<u>40 parts</u>
Total:	100 parts

Les cents parts sociales (100) ont été entièrement souscrites et intégralement libérées par les associés, comme suit:

- Cinquante-deux (52) parts sociales ont été intégralement libérées par un apport en nature d'un montant de six mille cinq cents euros (6.500.- €) consistant en du matériel informatique, qui, suivant la facture présentée, est évaluée à la valeur de six mille cinq cents euros (6.500.- €), de sorte que la valeur de six mille cinq cents euros (6.500.- €) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société.

L'évaluation de l'apport en nature a été faite par les futurs associés sous leur unique responsabilité et ils déchargent expressément le notaire instrumentaire de toute responsabilité quant à la réalité et la valeur de cet apport. La prédite facture, après avoir été signée «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte, avec lequel elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

- Quarante-huit (48) parts sociales ont été intégralement libérées par un apport en numéraire de sorte que la somme de six mille euros (6.000.- €) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Constataion

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues par l'article 183 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales se trouvent remplies.

Frais

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à mille cent euros (1.100.- €).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant, les associés prénommés, agissant en lieu et place de l'assemblée générale, ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Est appelé aux fonctions de gérant unique pour une durée indéterminée:

Monsieur Michel MALUNGU N'KIAMBI, prénommé.

La Société est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du gérant unique.

Deuxième résolution

Le siège social de la Société est fixé à L-2611 Luxembourg, 7, route de Thionville.

DONT ACTE, fait et passé à Dudelange, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée dans une langue d'eux connue aux comparants, connus du notaire instrumentaire par nom, prénom, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. MALUNGU N'KIAMBI, N. NZEYIMO, C. GOEDERT.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 25 février 2016. Relation: EAC/2016/4859. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 29 février 2016.

C. GOEDERT.

Référence de publication: 2016076561/162.

(160041813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Fernbach Financial Software S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 1A, op der Ahlkerrech.

R.C.S. Luxembourg B 70.830.

Im Jahre zweitausendsechzehn, den sechszwanzigsten Tag im Monat Februar.

Vor dem unterzeichnenden Notar Paul BETTINGEN, mit dem Amtssitz zu Niederanven.

Traten zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammen die Aktionäre, beziehungsweise deren Vertreter, der Aktiengesellschaft FERNBACH FINANCIAL SOFTWARE S.A., mit Sitz in L-5365 Munsbach, 1A, rue Gabriel Lippmann, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 70.830, aufgenommen durch Notar Notar Emile SCHLESSER, mit den Amtswohnsitz in Luxemburg, am 20. Juli 1999, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 754 vom 12. Oktober 1999, letztmalig abgeändert durch den Notar Henri BECK, Notar mit dem Amtssitz in Echternach, am 16. September 2011, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 2725 vom 9. November 2011.

Die Versammlung wird eröffnet unter dem Vorsitz von Herr Günther Fernbach, Datenverarbeitungskaufmann, geschäftsansässig in L-6776 Grevenmacher, 1a, op der Ahlkerrech.

Der Vorsitzende beruft zum Schriftführer Frau Danielle Schmuck-Fernbach, Diplom Kauffrau, geschäftsansässig in L-6776 Grevenmacher, 1a, op der Ahlkerrech.

Die Versammlung wählt einstimmig zum Stimmzähler Herr Günther Fernbach, vorbenannt.

Sodann gab der Vorsitzende folgende Erklärung ab:

1. Die Aktionäre sowie deren etwaigen bevollmächtigte Vertreter sind unter der Stückzahl der vertretenen Aktien auf einer Anwesenheitsliste eingetragen.

2. Aus dieser Anwesenheitsliste geht hervor, dass das gesamte Aktienkapital in gegenwärtiger Versammlung vertreten ist, und dass somit die Versammlung befugt ist, über nachstehende Tagesordnung, welche den Aktionären bekannt ist, zu beschliessen.

Etwaige Vollmachten der vertretenen Aktieninhaber, von den Mitgliedern des Verwaltungsvorstandes und dem instrumentierenden Notar "ne varietur" unterzeichnet, bleiben gegenwärtigem Protokolle, mit welchem sie einregistriert werden, als Anlage beigegeben.

3.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung

1.- Verlegung des Gesellschaftssitzes nach L-6776 Grevenmacher, 1a, op der Ahlkerrech.

2.- Abänderung von Artikel 2 der Satzungen.

3.- Abänderung des beruflichen Wohnsitzes von Herrn Günter Fernbach als alleiniger Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft den nunmehr wie folgt lautet: L-6776 Grevenmacher, 1a, op der Ahlkerrech.

Sodann traf die Versammlung nach Beratung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss:

Die Generalversammlung beschliesst den Sitz der Gesellschaft von L-5365 Munsbach, 1A, rue Gabriel Lippmann nach L-6776 Grevenmacher, 1a, op der Ahlkerrech, zu verlegen.

Zweiter Beschluss

In Folge dessen, beschliesst die Generalversammlung Artikel 2 der Satzungen der Gesellschaft abzuändern wie folgt:

„ **Art. 2.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Grevenmacher.“

Dritter und letzter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst den beruflichen Wohnsitz von Herrn Günter Fernbach als alleiniger Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft abzuändern den nunmehr wie folgt lautet: L-6776 Grevenmacher, 1a, op der Ahlkerrech.

Da somit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung durch den Vorsitzenden geschlossen.

Bevollmächtigung

Die Erschienenen, handelnd in gemeinsamem Interesse, erteilen hiermit einem jeden Angestellten des unterzeichneten Notars Spezialvollmacht, in ihrem Namen jegliche etwaige Berichtigungsurkunde gegenwärtiger Urkunde aufzunehmen.

Kosten

Die Kosten welche der Gesellschaft wegen der gegenwärtigen Urkunde obliegen, werden auf EINTAUSENEINHUNDERT EURO (EUR 1.100,-) abgeschätzt.

Worüber Urkunde, Aufgenommen zu Senningerberg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehendem an die Komparenten, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben alle gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Danielle Schmuck-Fernbach, Günther Fernbach, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 01 mars 2016. 1LAC/2016/6927. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Paul Molling.

- Für gleichlautende Kopie - Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 8. März 2016.

Référence de publication: 2016076476/61.

(160041927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Elderflower Infrastructure VII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.501,00.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 191.902.

In the year two thousand and sixteen, on the eighth of January,
Before Maître Jacques KESSELER, notary residing in Pétange,

THERE APPEARED:

Charleston Infrastructure III S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 23 Rue Aldringen, L-1118 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B184131,

represented by Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary clerk, residing professionally in Pétange, by virtue of a power of attorney given under private seal on 8 January 2016.

Which power of attorney shall be signed ne varietur by the proxyholder of the above named party and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Who declared and requested the notary to state:

1) That Charleston Infrastructure III S.à r.l., prenamed, is the sole shareholder of Elderflower Infrastructure VII S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B191902 and incorporated by a deed of the Francis KESSELER on 23 October 2014 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 9 December 2014 number 3791 (the “Company”).

2) That the corporate capital of the Company is fixed at twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500) represented by twelve thousand and five hundred (12,500) ordinary shares each having a nominal value of one Euro (EUR 1).

3) After this had been set forth, the above named sole shareholder representing the entire corporate capital of the Company, has decided to hold an extraordinary general meeting and to take the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to increase the share capital of the Company with effect as of 31 December 2015 by an amount of one Euro (EUR 1), so as to raise it from its present amount of twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500) to twelve thousand five hundred and one Euro (EUR 12,501) by the creation and the issue of one (1) new ordinary share with a nominal value of one Euro (EUR 1).

Subscription and paying up

The one (1) new ordinary share together with a total issue premium of one million one hundred fifty-five thousand nine hundred ninety Euro and eighteen Cents (EUR 1,155,990.18) have been subscribed as follows:

Charleston Infrastructure III S.à r.l., prenamed, has subscribed to one (1) new ordinary share.

Such new ordinary share is paid up by way of

- a contribution in kind in the aggregate amount of one million one hundred fifty-five thousand nine hundred ninety-one Euro and eighteen Cents (EUR 1,155,991.18) consisting in a liquid payable that “Charleston Infrastructure III S.à r.l.”, holds against the Company (the “Contribution in Kind”).

Evidence of the value of the aforementioned Contribution in Kind has been given to the undersigned notary by a declaration of contribution value of the board of managers of the Company dated 31 December 2015, which declaration of contribution value will be signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The Contribution in Kind for a total amount one million one hundred fifty-five thousand nine hundred ninety-one Euro and eighteen Cents (EUR 1,155,991.18) out of which:

- one Euro (EUR 1) shall be allocated to the corporate capital of the Company; and
- one million one hundred fifty-five thousand nine hundred ninety Euro and eighteen Cents (EUR 1,155,990.18) shall be allocated to the share premium account of the Company.

Second resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the sole shareholder resolves to amend the entire article 6 of the Articles of the Company, which shall now read as follows:

“ Art. 6. Capital.

6.1. The corporate capital of the Company is fixed at twelve thousand five hundred and one Euro (EUR 12,501) represented by twelve thousand five hundred and one (12,501) shares having a nominal value of one Euro (EUR 1) each (the “Shares”).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Pétange, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, known to the undersigned notary, by name, last name, civil status and residence, the said representative of the appearing party signed together with us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille seize, le huit janvier,

Par devant Maître Jacques KESSELER, notaire de résidence à Pétange,

A COMPARU:

Charleston Infrastructure III S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et organisée selon les lois de Luxembourg, ayant son siège social à 23, Rue Aldringen, L-1118 Luxembourg et immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B184131

représentée par Sofia Afonso-da Chao Conde, clerc de notaire, résidant professionnellement à Pétange, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 8 janvier 2016.

Laquelle procuration, après avoir été signée «*ne varietur*» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Qui a déclaré et demandé au notaire d'acter:

1) Que «Charleston Infrastructure III S.à r.l.», prénommée est l'associé unique de Elderflower Infrastructure VII S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 191902 et constituée suivant acte reçu par le notaire Francis KESSELER en date du 23 octobre 2014 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 9 décembre 2014 numéro 3791 (la «Société»).

2) Que le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune.

3) Ceci ayant été exposé, l'associé unique prénommé représentant l'intégralité du capital social de la Société a décidé de tenir une assemblée générale extraordinaire et de prendre les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société par un montant d'un euro (1 EUR), afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) à douze mille cinq cent et un euros (12.501 EUR) par une (1) nouvelle part sociale ordinaire avec une valeur nominale d'un euro (1 EUR).

Souscription et libération

La (1) nouvelle part sociale ordinaire d'une valeur nominale d'un euro (1 EUR) avec une prime d'émission totale d'un million cent cinquante-cinq mille neuf cent quatre-vingt-dix euros et dix-huit centimes (1.155.990,18 EUR) ont été souscrites comme suit:

Charleston Infrastructure III S.à r.l., prénommée, a souscrit à une (1) nouvelle part sociale ordinaire.

Cette nouvelle part sociale ordinaire est libérée par:

- un apport en nature d'un montant total d'un million cent cinquante-cinq mille neuf cent quatre-vingt-onze euros et dix-huit centimes (1.155.991,18 EUR) consistant en une position liquide que «Charleston Infrastructure III S.à r.l.» détient à l'encontre de la Société (l'«Apport en Nature»).

La preuve de la valeur de l'Apport en Nature susmentionné a été apportée au notaire instrumentaire par une déclaration de valeur du conseil de gérance de la Société datée du 31 décembre 2015, cette déclaration de valeur sera signée "ne varietur" par la partie comparante et le notaire instrumentaire et restera annexée au présent acte, pour être enregistrée avec lui.

L'Apport en Nature d'un montant total d'un million cent cinquante-cinq mille neuf cent quatre-vingt-onze euros et dix-huit centimes (1.155.991,18 EUR) duquel:

- un euro (1 EUR) sera alloué au capital social de la Société; et

- un million cent cinquante-cinq mille neuf cent quatre-vingt-dix euros et dix-huit centimes (1.155.990,18 EUR) seront alloués au compte de prime d'émission de la Société.

Deuxième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'associé unique décide de modifier l'entièreté de l'article 6 des Statuts de la Société, pour lui donner la teneur suivante:

« Art. 6. Capital.

6.1. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent et un euros (12.501 EUR) représenté par douze mille cinq cent et un (12.501) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune.

Déclaration

Le notaire instrumentaire, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, en cas de divergence entre le texte français et anglais, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, qui est connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom, état civil et résidence, ledit mandataire de la partie comparante a signé avec nous, le notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 22 janvier 2016. Relation: EAC/2016/1998. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016077846/126.

(160043702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Elderflower Infrastructure VIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.501,00.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 191.889.

In the year two thousand and sixteen, on the eighth of January,
Before Maître Jacques KESSELER, notary residing in Pétange,

THERE APPEARED:

Charleston Infrastructure III S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 23 Rue Aldringen, L-1118 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B184131,

represented by Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary clerk, residing professionally in Pétange by virtue of a power of attorney given under private seal on 8 January 2016.

Which power of attorney shall be signed *ne varietur* by the proxyholder of the above named party and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Who declared and requested the notary to state:

1) That Charleston Infrastructure III S.à r.l., prenamed, is the sole shareholder of Elderflower Infrastructure VIII S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), having its registered office at 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B191889 and incorporated by a deed of the Francis KESSELER on 23 October 2014 published in the *Mémorial C*, *Receuil des Sociétés et Associations* on 8 December 2014 number 3764 (the "Company").

2) That the corporate capital of the Company is fixed at twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500) represented by twelve thousand and five hundred (12,500) ordinary shares each having a nominal value of one Euro (EUR 1).

3) After this had been set forth, the above named sole shareholder representing the entire corporate capital of the Company, has decided to hold an extraordinary general meeting and to take the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to increase the share capital of the Company with effect as of 31 December 2015 by an amount of one Euro (EUR 1), so as to raise it from its present amount of twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500) to twelve thousand five hundred and one Euro (EUR 12,501) by the creation and the issue of one (1) new ordinary share with a nominal value of one Euro (EUR 1).

Subscription and paying up

The one (1) new ordinary share together with a total issue premium of six hundred seventy-four thousand two hundred nineteen Euro and sixty Cents (EUR 674,219.60) have been subscribed as follows:

Charleston Infrastructure III S.à r.l., prenamed, has subscribed to one (1) new ordinary share.

Such new ordinary share is paid up by way of

- a contribution in kind in the aggregate amount of six hundred seventy-four thousand two hundred twenty Euro and sixty Cents (EUR 674,220.60) consisting in a liquid payable that "Charleston Infrastructure III S.à r.l.", holds against the Company (the "Contribution in Kind").

Evidence of the value of the aforementioned Contribution in Kind has been given to the undersigned notary by a declaration of contribution value of the board of managers of the Company dated 31 December 2015, which declaration of contribution value will be signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The Contribution in Kind for a total amount six hundred seventy-four thousand two hundred twenty Euro and sixty Cents (EUR 674,220.60) out of which:

- one Euro (EUR 1) shall be allocated to the corporate capital of the Company; and
- six hundred seventy-four thousand two hundred nineteen Euro and sixty Cents (EUR 674,219.60) shall be allocated to the share premium account of the Company.

Second resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the sole shareholder resolves to amend the entire article 6 of the Articles of the Company, which shall now read as follows:

" Art. 6. Capital.

6.1. The corporate capital of the Company is fixed at twelve thousand five hundred and one Euro (EUR 12,501) represented by twelve thousand five hundred and one (12,501) shares having a nominal value of one Euro (EUR 1) each (the "Shares").

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Pétange, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, known to the undersigned notary, by name, last name, civil status and residence, the said representative of the appearing party signed together with us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille seize, le huit janvier,

Par devant Maître Jacques KESSELER, notaire de résidence à Pétange,

A COMPARU:

Charleston Infrastructure III S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et organisée selon les lois de Luxembourg, ayant son siège social à 23, Rue Aldringen, L-1118 Luxembourg et immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B184131

représentée par Sofia Afonso-da Chao Conde, clerc de notaire, résidant professionnellement à Pétange, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 8 janvier 2016.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Qui a déclaré et demandé au notaire d'acter:

1) Que «Charleston Infrastructure III S.à r.l.», prénommée est l'associé unique de Elderflower Infrastructure VIII S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 191889 et constituée suivant acte reçu par le notaire Francis KESSELER en date du 23 octobre 2014 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 8 décembre 2014 numéro 3764 (la «Société»).

2) Que le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune.

3) Ceci ayant été exposé, l'associé unique prénommé représentant l'intégralité du capital social de la Société a décidé de tenir une assemblée générale extraordinaire et de prendre les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société par un montant d'un euro (1 EUR), afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) à douze mille cinq cent et un euros (12.501 EUR) par une (1) nouvelle part sociale ordinaire avec une valeur nominale d'un euro (1 EUR).

Souscription et libération

La (1) nouvelle part sociale ordinaire d'une valeur nominale d'un euro (1 EUR) avec une prime d'émission totale de six cent soixante-quatorze mille deux cent dix-neuf euros et soixante centimes (674.219,60 EUR) ont été souscrites comme suit:

Charleston Infrastructure III S.à r.l., prénommée, a souscrit à une (1) nouvelle part sociale ordinaire.

Cette nouvelle part sociale ordinaire est libérée par:

- un apport en nature d'un montant total de six cent soixante-quatorze mille deux cent vingt euros et soixante centimes (674.220,60 EUR) consistant en une position liquide que «Charleston Infrastructure III S.à r.l.» détient à l'encontre de la Société (l'«Apport en Nature»).

La preuve de la valeur de l'Apport en Nature susmentionné a été apportée au notaire instrumentaire par une déclaration de valeur du conseil de gérance de la Société datée du 31 décembre 2015, cette déclaration de valeur sera signée «ne varietur» par la partie comparante et le notaire instrumentaire et restera annexée au présent acte, pour être enregistrée avec lui.

L'Apport en Nature d'un montant total de six cent soixante-quatorze mille deux cent vingt euros et soixante centimes (674.220,60 EUR) duquel:

- un euro (1 EUR) sera alloué au capital social de la Société; et
- six cent soixante-quatorze mille deux cent dix-neuf euros et soixante centimes (674.219,60 EUR) seront alloués au compte de prime d'émission de la Société.

Deuxième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'associé unique décide de modifier l'entière de l'article 6 des Statuts de la Société, pour lui donner la teneur suivante:

« Art. 6. Capital.

6.1. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent et un euros (12.501 EUR) représenté par douze mille cinq cent et un (12.501) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune.

Déclaration

Le notaire instrumentaire, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, en cas de divergence entre le texte français et anglais, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, qui est connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom, état civil et résidence, ledit mandataire de la partie comparante a signé avec nous, le notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 19 janvier 2016. Relation: EAC/2016/1581. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016077847/126.

(160043704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

H.I.P.E. S.à r.l. (Holographic International Productions Entertainment), Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 19.230,00.

Siège social: L-1740 Luxembourg, 20, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 194.136.

Extrait de conventions de cession de parts sociales

Il résulte de plusieurs conventions de cession de parts sociales que les parts sociales de la Société sont désormais détenues comme suit:

Monsieur David MICHEL - 8653 actions

né le 23 juin 1970 à Metz, France,

demeurant à F-57855 Saint-Privat-la-Montagne

31, rue de la Petite-Flammée

Monsieur Patrick CAMUS - 962 actions

né le 31 août 1961 à Algrange, France

demeurant à F-57310 Betrange

3, impasse du Forgeron

PCLEASE S.A. - 7692 actions

18, rue Robert Stümper

L-2557 Luxembourg

R.C.S: Luxembourg B 72.509

LAZURINVEST SA - 1923 actions

55-57, rue de Merl

L-2146 Luxembourg

R.C.S: Luxembourg B 146.280

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2016.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016077919/32.

(160043390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

PBD Investissements, Société à responsabilité limitée.

Enseigne commerciale: eDéclaration Investissements.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 21, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 175.579.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 08 mars 2016, que les associés décident de transférer le siège social de la société du 49 boulevard Royal, L-1741 Luxembourg au 21, rue de Hollerich, L-1741 Luxembourg à compter du 1^{er} mars 2016.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2016083083/13.

(160049600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2016.